

Socfinasia S.A.

2017 RAPPORT ANNUEL

SOMMAIRE

Portrait du Groupe	4
1. Présentation du Groupe	4
2. Historique	4
3. Structure du Groupe	5
4. Renseignements sur les participations de Socfinasia S.A.	6
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales	17
1. Caoutchouc	17
2. Huiles végétales	19
Environnement et responsabilité sociale	22
Chiffres clés	23
1. Indicateurs d'activités	23
2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé	24
3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée	24
Données boursières	25
Faits marquants de l'exercice	25
Déclaration sur la gouvernance d'entreprise	26
1. Introduction	26
2. Conseil d'Administration	26
3. Les Comités du Conseil d'Administration	29
3.1. Comité d'Audit	29
3.2. Comité de Nomination et de Rémunération	29
4. Rémunérations	30
5. Notification de l'actionnariat	30
6. Calendrier financier	30
7. Audit externe	31
8. Responsabilité sociale, sociétale et environnementale	31
9. Autres informations	31
Déclaration de conformité	32
Rapport de gestion consolidé	33
Rapport d'audit sur les états financiers consolidés	37
Etats financiers consolidés	41
1. Etat de la situation financière consolidée	41
2. Compte de résultat consolidé	43
3. Etat du résultat étendu consolidé	44
4. Tableau des flux de trésorerie consolidés	45
5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés	46
6. Annexe aux états financiers consolidés	47
Note 1. Généralités et méthodes comptables	47
Note 2. Filiales et entreprises associées	59
Note 3. Ecart d'acquisition	61
Note 4. Immobilisations incorporelles	62
Note 5. Immobilisations corporelles	63
Note 6. Actifs biologiques producteurs	64
Note 7. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives	65
Note 8. Participations dans des entreprises associées	66
Note 9. Titres disponibles à la vente	70
Note 10. Impôts différés	70
Note 11. Stocks	71
Note 12. Créances commerciales (actifs courants)	73
Note 13. Autres créances (actifs courants)	73
Note 14. Actifs et passifs d'impôts exigibles	74
Note 15. Trésorerie et équivalents de trésorerie	75

SOMMAIRE

Note 16. Capital	75
Note 17. Réserve légale	75
Note 18. Engagements de retraites	76
Note 19. Autres dettes	78
Note 20. Instruments financiers	78
Note 21. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice	80
Note 22. Dotations aux amortissements et pertes de valeur	80
Note 23. Dépréciations d'actifs	81
Note 24. Autres produits financiers	84
Note 25. Charges financières	84
Note 26. Charge d'impôts	85
Note 27. Résultat net par action	87
Note 28. Dividendes et tantièmes	87
Note 29. Informations relatives aux parties liées	87
Note 30. Concessions de terrains agricoles	89
Note 31. Information sectorielle	89
Note 32. Gestion des risques	93
Note 33. Environnement politique et économique	96
Note 34. Evènements postérieurs à la date de clôture	96
Note 35. Honoraires du Réviseur d'entreprises agréé	96
Rapport de gestion social	97
Rapport d'audit sur les états financiers sociaux	102
Etats financiers sociaux	106
1. Bilan au 31 décembre 2017	106
2. Compte de pertes et profits pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017	108
3. Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2017	109

Portrait du Groupe

1. Présentation du Groupe

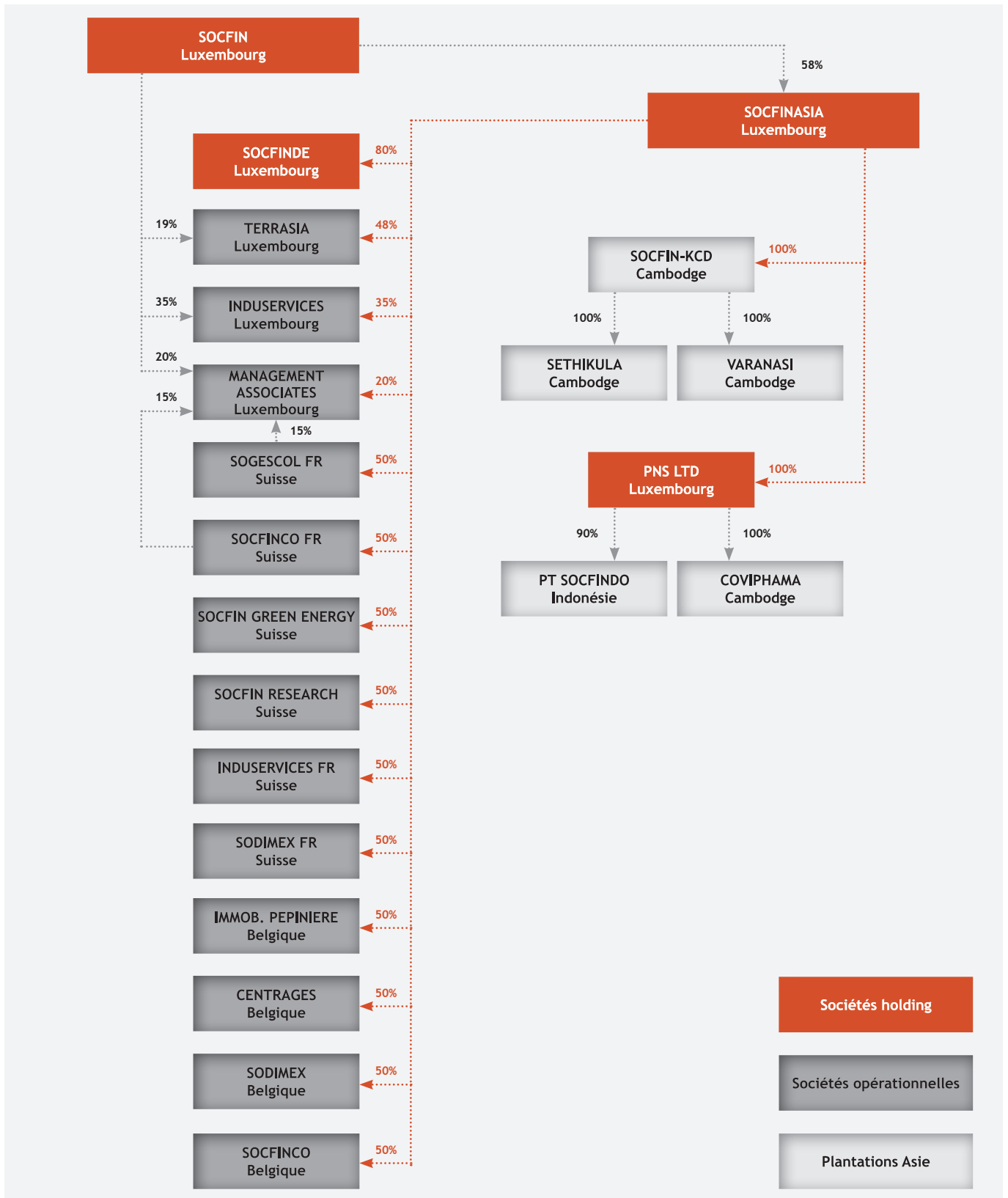
Socfinasia S.A. est une société holding luxembourgeoise, dont le siège social est 4 avenue Guillaume, L 1650 Luxembourg. Elle a été constituée le 20 novembre 1972 et est cotée à la Bourse de Luxembourg.

L'activité principale de Socfinasia S.A. consiste en la gestion d'un portefeuille de participations axées sur l'exploitation de plus de 55.000 hectares de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas, situées en Asie du Sud-Est. Socfinasia S.A. emploie 11.033 personnes et a réalisé, en 2017, un chiffre d'affaires consolidé de 162 millions d'euros.

2. Historique

- **20/11/1972** Constitution de Socfinasia S.A. sous la forme d'une holding luxembourgeoise par apport d'actions de PT Socfindo.
- **30/06/1973** Depuis sa constitution, Socfinasia S.A. a investi, entre autres, dans Fininter S.A. (Belgique) et Socfinal (Luxembourg).
- **23/01/1974** Les titres Socfinasia S.A. ont été admis à la cote de la Bourse de Luxembourg.
- **30/06/1975** Le portefeuille affiche de nouveaux investissements : Socfin S.A. (Belgique), Plantations Nord Sumatra S.A. (Belgique) et Selangor Plantations Cy Bhd (Malaisie).
- **30/06/1977** Socfinasia S.A. investit dans Sennah Rubber Cy Ltd, New African Plantations Cy Ltd, la Banque d'Investissements Privés S.A. et Socficom S.A. Elle vend par contre ses participations Socfin S.A. (Belgique) et Socfinal.
- **04/12/1979** Augmentation de capital de PT Socfindo par incorporation de réserves. Attribution gratuite de 1.166 actions PT Atmind.
- **31/12/1980** Acquisition d'actions Selangor Holding S.A., société luxembourgeoise cotée à la Bourse de Luxembourg.
- **24/04/1989** Augmentation de capital de PT Socfindo par incorporation de la réserve de réévaluation d'actifs immobilisés.
- **31/03/1996** Acquisition d'actions Intercultures, société luxembourgeoise cotée à la Bourse de Luxembourg.
- **31/03/1997** Dans un premier temps, Socfinasia S.A. a augmenté sa participation dans ses filiales indonésiennes : PT Socfindo et PT Atmind. Ensuite, Socfinasia S.A. a constitué Plantations Nord Sumatra Limited et y a transféré ses participations indonésiennes.
- **31/03/1999** Souscription à l'augmentation de capital d'Intercultures.
- **05/02/2000** OPA/OPE de Selangor Holding S.A. sur Sennah Rubber Cy Ltd qui sera liquidée en août 2000.
- **01/04/2000** Augmentation de capital à 25.062.500 EUR et du pair comptable à 1.002.500 actions.
- **26/06/2000** OPA de Socfinasia S.A. sur les titres Selangor Holding S.A. qui sera liquidée en mai 2001.
- **17/10/2000** Modification de la date de clôture de l'exercice social au 31 décembre.
- **31/12/2001** PNS Ltd a acheté 30% du capital de PT Socfindo à l'état indonésien.
- **31/12/2006** Restructuration des participations du Groupe Socfinal, dont la distribution de titres Intercultures par Socfinasia S.A. (spin-off) et repositionnement des sociétés opérationnelles du Groupe.
- **31/12/2007** Constitution de Socfin-KCD (Cambodge).
- **17/03/2010** Cession de Socfinaf Cy Ltd (Kenya).
- **10/01/2011** Assemblée Générale Extraordinaire qui entérine l'abandon du statut de holding 29.
- **01/07/2011** Division des actions par 20.
- **13/08/2013** A travers sa filiale PNS Ltd S.A., Socfinasia S.A. a acquis 90% de Coviphama Co Ltd, une société de droit cambodgien, attributaire d'une nouvelle concession (5.300 hectares).
- **30/07/2015** Acquisition d'actions Socfin-KCD pour porter le pourcentage de détention à 100%.

3. Structure du Groupe



Portrait du Groupe

4. Renseignements sur les participations de Socfinasia S.A.

Portefeuille	Nombre de titres	% direct
Cambodge		
Socfin-KCD Co Ltd	2.000	100.00%
Luxembourg		
PNS Ltd S.A.	27.779.999	99.99%
Socfinde S.A.	199.790	79.92%
Management Associates S.A.	2.000	20.00%
Terrasia S.A.	4.781	47.81%
Induservices S.A.	3.500	35.00%
Belgique		
Centrages S.A.	7.500	50.00%
Immobilière de la Pépinière S.A.	3.333	50.00%
Socfinco S.A.	8.750	50.00%
Gaummes S.A.	17.669	50.00%
Sodimex S.A.	70.000	50.00%
Suisse		
Sogescol FR S.A.	2.650	50.00%
Socfinco FR S.A.	650	50.00%
Socfin Green Energy S.A.	60	50.00%
Socfin Research S.A.	3.000	50.00%
Sodimex FR S.A.	675	50.00%
Induservices FR S.A.	700	50.00%

Les pages qui suivent, contiennent la synthèse de l'activité et les commentaires succincts des données comptables relatives aux deux derniers exercices clôturés des principales sociétés dans lesquelles Socfinasia S.A. détient une participation directe ou indirecte.

Sauf autre indication, les capitaux propres comprennent le capital, les réserves au sens large et

le résultat reporté avant répartition bénéficiaire de l'exercice sous revue.

Les données sociales sont mentionnées de préférence aux données consolidées.

Les bilans sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de chacune des sociétés.

Portrait du Groupe

PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO »

PT Socfindo est une société de droit indonésien qui exploite 48.000 hectares de plantations de palmiers à huile et d'hévéas dans le Nord de Sumatra en Indonésie.

Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
Au 31/12/2017			
Hévéa	7.875	922	8.797
Palmier	35.559	3.635	39.194
	43.434	4.557	47.991

Concessions : 49.340 hectares

Personnel permanent au 31/12/2017 : 10.389

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2017	2016
Production (tonnes)		
Caoutchouc	13.573	13.272
Huile de palme	196.814	181.419
Semences (milliers)	14.149	16.064
Chiffre d'affaires (000 EUR)	160.575	143.208
Résultat (000 EUR)	50.289	40.478
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Caoutchouc	1,77	1,26
Huile de palme	0,65	0,63
Semences (EUR/1.000)	642	723
Cours moyen IDR/EUR	15.200	14.695
Cours de clôture IDR/EUR	16.247	14.162

Chiffres clés (millions de IDR)	2017	2016
Au 31 décembre		
Actifs immobilisés	1.421.682	1.384.323
Actifs circulants	435.274	395.423
Capitaux propres (*)	797.983	873.484
Dettes, provisions et tiers (*)	1.058.974	906.262
Résultat de l'exercice	764.393	594.833
Dividende final unitaire brut (USD)	(**)	1.250
Acompte sur dividende unitaire brut (USD)	750	750
Participation de PNS Ltd S.A. (%)	89,98	89,98

(*) Après acompte sur dividende.

(**) Non connu à ce jour.

Portrait du Groupe

PT SOCFIN INDONESIA "SOCFINDO"

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

Exercices aux 31 décembre 2017 et 2016

(Exprimés en Roupie, sauf indication contraire)

Taux de change : EUR 1 = IDR

16.247

14.162

ACTIFS	2017	2016
ACTIFS COURANTS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	251.140.710.310	144.862.140.137
Créances clients		
Créances commerciales		
Parties liées	30.712.418.035	23.991.085.126
Tiers	4.561.140.542	13.176.069.759
Autres	5.955.382.025	5.327.160.076
Stocks	114.690.826.600	126.752.481.522
Actifs d'impôts exigibles	22.389.186.311	15.466.040.963
Charges payées d'avance et autres actifs courants	4.482.195.832	1.154.790.291
TOTAL ACTIFS COURANTS	433.931.859.655	330.729.767.874
ACTIFS NON-COURANTS		
Plantations		
Plantations matures	686.174.395.553	638.348.737.710
Plantations immatures	209.657.521.901	230.696.851.284
Actifs immobilisés	383.757.489.727	377.295.773.622
Créances d'impôts	1.342.343.067	65.158.751.303
Actifs d'impôts différés	119.299.393.085	115.048.827.055
Avances et acomptes sur achat d'actifs immobilisés	15.295.822.613	15.295.822.613
Coûts de développement de logiciels	6.038.697.206	5.284.391.484
Charges à reporter	1.449.008.052	1.769.767.624
Autres	10.000.000	117.270.420
TOTAL ACTIFS NON-COURANTS	1.423.024.671.204	1.449.016.193.115
TOTAL ACTIFS	1.856.956.530.859	1.779.745.960.989

Portrait du Groupe

<i>PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</i>	<i>2017</i>	<i>2016</i>
PASSIFS		
PASSIFS COURANTS		
Dettes fournisseurs - tiers	19.641.618.511	11.874.484.306
Autres dettes		
Tiers	12.837.750.057	12.643.956.697
Parties liées	11.385.049.855	10.286.036.729
Charges à payer	294.891.509.032	255.127.874.531
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	22.355.853.991	19.950.646.578
Produits de loyers constatés d'avance	1.339.568.514	1.025.806.331
Dettes fiscales	121.005.625.290	58.919.325.016
TOTAL PASSIFS COURANTS	483.456.975.250	369.828.130.188
PASSIFS NON-COURANTS		
Dettes relatives aux avantages du personnel	575.516.621.217	536.433.727.000
TOTAL PASSIFS	1.058.973.596.467	906.261.857.188
CAPITAUX PROPRES		
Capital		
Type A	2.385.000	2.385.000
Type B	265.000	265.000
Type C	7.947.350.000	7.947.350.000
Type D	34.300.000.000	34.300.000.000
Total capital	42.250.000.000	42.250.000.000
Prime d'émission	3.670.500.000	3.670.500.000
Bénéfices reportés		
Affectés à la réserve générale	38.642.843.746	38.642.843.746
Non affectés	713.419.590.646	788.920.760.055
TOTAL CAPITAUX PROPRES	797.982.934.392	873.484.103.801
TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	1.856.956.530.859	1.779.745.960.989

Portrait du Groupe

COMPTE DE RÉSULTAT ET LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Exercices aux 31 décembre 2017 et 2016
(Exprimés en Roupie, sauf indication contraire)

	2017	2016
CHIFFRE D'AFFAIRES	2.440.713.538.802	2.104.450.215.791
COUT DES MARCHANDISES VENDUES	-922.450.110.730	-887.017.634.923
MARGE BRUTE	1.518.263.428.072	1.217.432.580.868
Frais de vente	-55.890.723.518	-51.152.792.073
Dépenses administratives et autres frais généraux	-129.499.179.644	-126.019.893.525
Bonus et honoraires (*)	-317.903.072.864	-278.760.987.402
Autres produits	23.876.523.096	36.303.405.483
Autres charges	-18.379.554.349	-14.278.132.446
Gains (pertes) de change	1.851.146.876	11.624.186.923
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	1.022.318.567.669	795.148.367.828
Résultat financier	14.174.645.523	9.440.709.739
RESULTAT AVANT IMPOTS	1.036.493.213.192	804.589.077.567
PRODUITS (CHARGES) D'IMPOTS		
Sur le résultat	-264.145.584.250	-208.072.414.250
Différés	1.199.346.810	3.700.513.920
Charge d'impôt	-262.946.237.440	-204.371.900.330
RESULTAT NET	773.546.975.752	600.217.177.237
Résultat étendu		
Réévaluation des avantages postérieurs à l'emploi	-9.153.657.661	-5.384.652.000
TOTAL RESULTAT ETENDU	764.393.318.091	594.832.525.237

(*) Ces montants comprennent des tantièmes payés aux administrateurs de PT Socfindo qui sont membres du Conseil d'Administration de Socfinasia S.A. (2017 = IDR 76.803.391.862 et 2016 = IDR 43.428.094.518).

Portrait du Groupe

SOCFIN-KCD Co Ltd

Capital : KHR 160.000.000.000

Socfin-KCD est une société cambodgienne active dans la production de caoutchouc.

Principales données

<i>Surfaces (hectares)</i>	<i>Surface plantée</i>		
	<i>Mature</i>	<i>Immature</i>	<i>Total</i>
Au 31/12/2017			
Hévéa	2.069	1.828	3.897

Concessions : 6.659 hectares (y compris les concessions des filiales)

Personnel permanent au 31/12/2017 : 495

	2017	2016
Cours moyen KHR/EUR	4.589	4.471
Cours de clôture KHR/EUR	4.842	4.255

Chiffres clés (millions de KHR)

Au 31 décembre	2017	2016
Actifs immobilisés	236.337	206.383
Actifs circulants	6.160	3.322
Capitaux propres (*)	153.497	156.781
Dettes, provisions et tiers (*)	89.000	52.924
Résultat de l'exercice	-3.284	-2.145
Participation de Socfinasia S.A. (%)	100,00	100,00

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

COVIPHAMA Co Ltd

Capital : KHR 8.640.000.000.

Coviphama est une société cambodgienne active dans la production de caoutchouc.

Principales données

<i>Surfaces (hectares)</i>	<i>Surface plantée</i>		
<i>Au 31/12/2017</i>	<i>Mature</i>	<i>Immature</i>	<i>Total</i>
Hévéa	0	3.300	3.300
Concessions : 5.345 hectares			
Personnel permanent au 31/12/2017 : 149			
		2017	2016
Cours moyen KHR/EUR		4.589	4.471
Cours de clôture KHR/EUR		4.842	4.255

<i>Chiffres clés (millions de KHR)</i>	2017	2016
<i>Au 31 décembre</i>		
Actifs immobilisés	71.888	59.956
Actifs circulants	3.874	2.609
Capitaux propres	8.729	212
Dettes, provisions et tiers	67.033	62.353
Résultat de l'exercice	-199	-6
Participation de Socfinasia S.A. (%)	100,00	90,00

Portrait du Groupe

PLANTATION NORD-SUMATRA « PNS » Ltd S.A.

Capital : USD 260.084.774

Le principal actif de PNS Ltd est sa participation à hauteur de 89,98% dans PT Socfindo.

	2017	2016
Cours moyen USD/EUR	1,13	1,10
Cours de clôture USD/EUR	1,20	1,05

Chiffres clés (milliers de USD)

<i>Au 31 décembre</i>	2017	2016
Actifs immobilisés	298.581	295.281
Actifs circulants	2.026	4.018
Capitaux propres (*)	300.495	299.258
Dettes, provisions et tiers (*)	112	41
Résultat de l'exercice	49.852	37.668
Résultat distribué	48.615	34.725
Participation de Socfinasia S.A. (%)	99,99	99,99

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SOCFINDE S.A.

Capital : EUR 1.250.000

Socfinde est une société holding de financement de droit luxembourgeois.

Le profit de l'exercice clôturé le 31 décembre 2017 s'élève à EUR 211.622. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale de ne pas verser de dividende.

Chiffres clés (milliers de EUR)

<i>Au 31 décembre</i>	2017	2016
Actifs immobilisés	10.922	11.422
Actifs circulants	99.688	88.203
Capitaux propres	5.349	5.137
Dettes, provisions et tiers	105.261	94.487
Résultat de l'exercice	212	295
Participation de Socfinasia S.A. (%)	79,92	79,92

Portrait du Groupe

SOGESCOL FR S.A.

Capital : CHF 5.300.000

Sogescol FR est une société suisse qui commercialise du caoutchouc et de l'huile de palme.

L'exercice se clôture le 31 décembre 2017 par un bénéfice de USD 8.558.211. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires une distribution de bénéfice à hauteur de USD 8.500.000.

	2017	2016
Cours moyen USD/EUR	1,13	1,10
Cours de clôture USD/EUR	1,20	1,05

Chiffres clés (milliers de USD)

Au 31 décembre	2017	2016
Actifs immobilisés	856	883
Actifs circulants	46.438	34.390
Capitaux propres (*)	17.475	13.617
Dettes, provisions et tiers (*)	29.818	21.656
Résultat de l'exercice	8.558	4.735
Résultat distribué	4.700	5.700
Dividende unitaire brut (USD)	887	1.075
Participation de Socfinasia S.A. (%)	50,00	50,00

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SOCFINCO FR S.A.

Capital : CHF 1.300.000

Socfinco FR est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles. Les interventions de Socfinco FR couvrent le secteur agro-industriel du palmier à huile et de l'hévéa.

L'exercice clôturé au 31 décembre 2017 présente un résultat positif de EUR 5.808.268. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires une distribution de bénéfice à hauteur de EUR 6.000.000.

Chiffres clés (milliers de EUR)

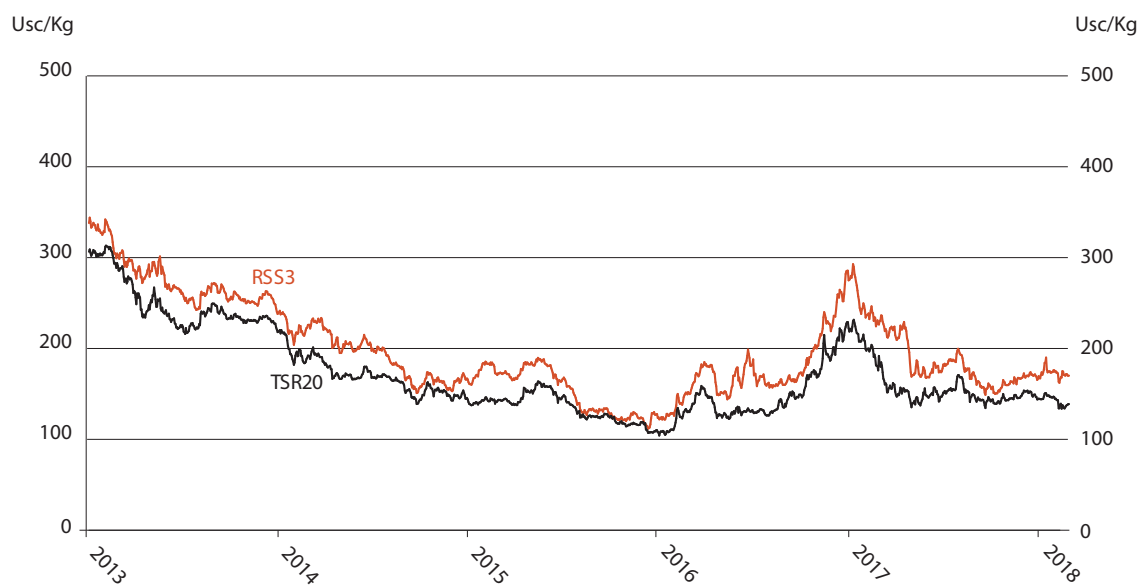
Au 31 décembre	2017	2016
Actifs immobilisés	1.191	1.203
Actifs circulants	11.591	11.915
Capitaux propres (*)	11.802	11.994
Dettes, provisions et tiers (*)	981	1.123
Ventes et prestations	22.143	21.341
Résultat de l'exercice	5.808	5.558
Résultat distribué	6.000	6.000
Dividende unitaire brut (EUR)	4.615	4.615
Participation de Socfinasia S.A. (%)	50,00	50,00

(*) Avant affectation.

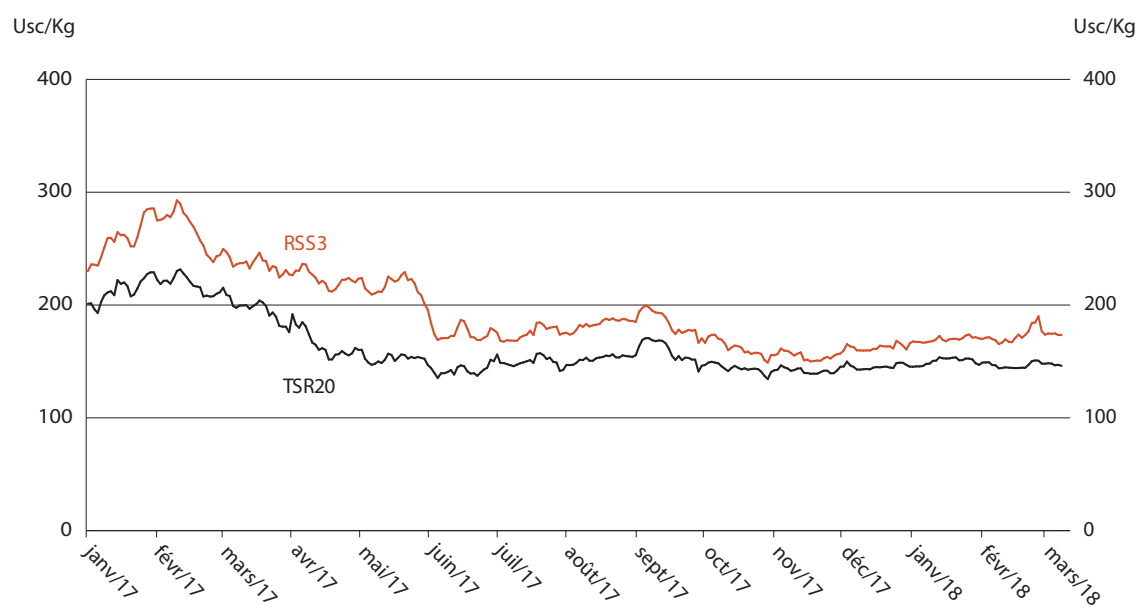
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

1. Caoutchouc

SGX - NATURAL RUBBER - 5 years +



SGX - NATURAL RUBBER - 1 year +



Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Le marché international en 2017

La moyenne des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1re position sur SGX) en 2017 est de 1.651 USD/tonne FOB Singapour contre 1.378 USD/tonne en 2016.

Les cours du caoutchouc naturel ont poursuivi en début d'année la forte tendance haussière entamée durant le dernier trimestre 2016 et ce, notamment, suite à une demande mondiale soutenue combinée aux craintes d'une possible réduction de l'offre liée aux intempéries en Thaïlande, premier producteur mondial de caoutchouc naturel.

Dans ce contexte, les cours de la TSR20 ont atteint les 2.316 USD/tonne au courant du mois de février, leur plus haut niveau depuis fin 2013. Dans le même temps, les cours de la RSS3 approchaient les 3.000 USD/tonne FOB Singapour.

A partir de la mi-février, les pluies ont cessé en Thaïlande. Le gouvernement thaïlandais a également annoncé mettre en vente une partie importante de ses réserves de caoutchouc naturel. Dans le même temps et malgré les inondations en Thaïlande, l'association des principaux pays producteurs de caoutchouc en Asie a déclaré prévoir une production mondiale en 2017 en hausse de 4,4% par rapport à 2016, faisant à nouveau craindre aux investisseurs une surabondance de l'offre par rapport à la demande.

Les cours sont repassés en dessous des 2.000 USD/tonne début mars et ont baissé de façon presque continue pour passer début juin sous la barre des 1.400 USD/tonne, soit une baisse de plus de 40% par rapport au sommet de l'année atteint à la mi-février.

Perspectives 2018

Les cours du caoutchouc naturel sont restés stables en ce début d'année, aux alentours des 1.450 - 1.500 USD/tonne FOB Singapour.

Afin de soutenir les cours, la Thaïlande, l'Indonésie et la Malaisie ont à nouveau décidé fin 2017 de remettre en place des quotas d'exportation sur les trois premiers mois de l'année mais ce, sans préciser les tonnages concernés. Cette annonce n'a pour le moment, pas eu d'impact haussier sur les cours.

Les niveaux de stocks élevés au niveau mondial et en particulier en Chine continuent de peser sur les cours du caoutchouc et ce, malgré l'entrée des principaux pays producteurs en période d'hivernage, synonyme d'une baisse de la production.

Pour 2018, l'IRSG s'attend actuellement à nouveau à un surplus de production.

La baisse rapide des cours a également été influencée par la hausse des stocks de caoutchouc dans les entrepôts chinois après un restockage massif fin 2016, début 2017.

Les cours de la TSR20 ont évolué entre 1.350 et 1.550 USD/tonne durant les mois de juin, juillet et août et sont très brièvement remontés à 1.700 USD/tonne début septembre à la veille du Congrès du Parti Communiste Chinois.

Malgré une demande relativement soutenue en Europe et en Amérique du Nord et malgré la reprise des cours du pétrole, les cours du caoutchouc naturel ont stagné durant tout le dernier trimestre aux alentours des 1.400 - 1.500 USD/tonne. La TSR20 a atteint son plus bas niveau de l'année fin octobre à 1.344 USD/tonne FOB Singapour.

Dans ses dernières prévisions, l'International Rubber Study Group (IRSG) table désormais sur un surplus de production en 2017 de 290.000 tonnes. L'IRSG estime la production mondiale de caoutchouc naturel en 2017 aux alentours des 13,38 millions de tonnes, ce qui représenterait une hausse de 7,5% par rapport à 2016, contre une consommation estimée à 13,09 millions de tonnes, ce qui représenterait une hausse de 4% par rapport à 2016.

Les cours du TSR20 (1re position sur SGX) ont clôturé l'année à 1.469 USD/tonne.

Dans ce contexte d'un probable excédent de la production mondiale et des niveaux de stocks mondiaux élevés qui en résultent, les cours du caoutchouc naturel devraient rester sous pression en 2018. Dans le même temps, la reprise de l'Euro face au Dollar influence négativement le prix du caoutchouc pour les plantations situées en zone Franc CFA.

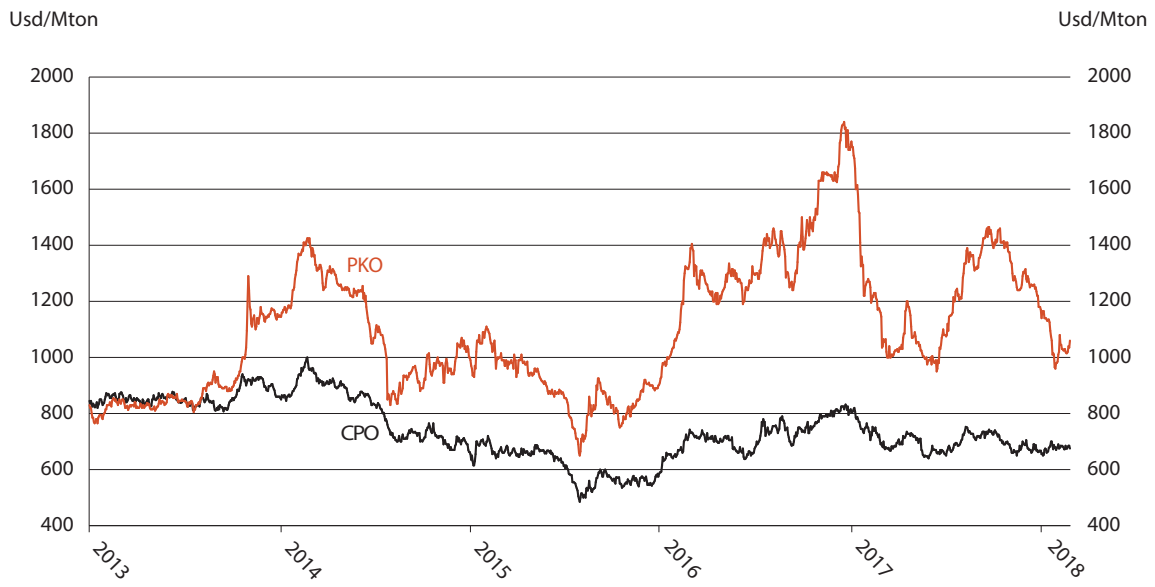
L'évolution des cours du caoutchouc naturel en 2018 dépendra de nombreux facteurs tels que l'évolution de l'offre et de la demande, tout particulièrement de la demande chinoise, l'évolution des cours du pétrole, des devises, de l'action des fonds spéculatifs sur les bourses asiatiques, etc...

Le TSR20 FOB Singapour 1re position sur SGX cote au 14 mars 2018 à 1.470 USD/tonne.

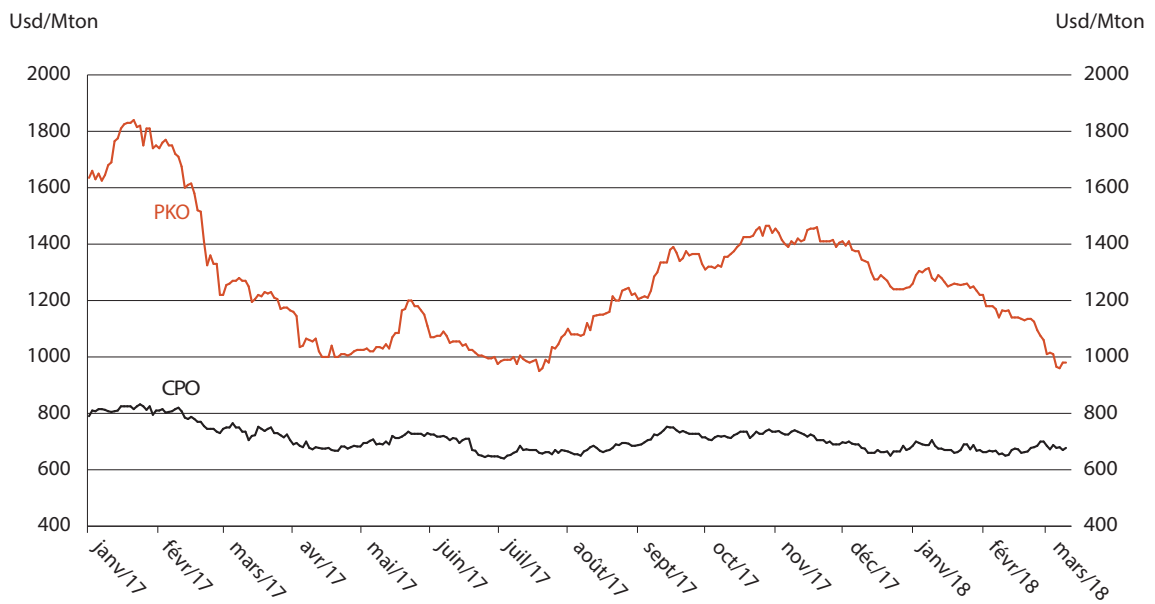
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

2. Huiles végétales

CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 5 years +



CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 1 year +



Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Production mondiale d'huile de palme en millions de tonnes

(source : Oil World)

	2018 (*)	2017 (*)	2016	2015	2014	2013	2010	2005	2000	1995
Indonésie	38,2	36,8	32,1	33,4	30,8	28,4	22,1	14,1	7,1	4,2
Malaisie	20,9	19,9	17,3	20,0	19,6	19,2	17,0	15,0	10,8	7,8
Autres	11,4	11,1	9,5	9,1	8,8	8,6	6,8	4,8	4,1	3,2
TOTAL	70,5	67,8	58,9	62,5	59,2	56,2	45,9	33,9	22,0	15,2

(*) Estimation.

Production des principales huiles en millions de tonnes

(source : Oil World)

	Oct 2017 à sept 2018(*)	2017(*)	2016	2015	2014	2013	2010	2005	2000	1995
Palme	70,5	67,8	58,9	62,5	59,2	56,2	45,9	33,9	22,0	15,2
Soja	55,1	53,9	51,5	48,8	45,1	42,7	40,2	33,6	25,4	20,2
Colza	25,8	25,3	25,0	26,3	26,9	25,2	24,0	16,2	14,3	10,8
Tournesol	18,2	18,9	16,4	15,1	16,3	14,0	12,5	9,7	9,7	8,7
Coton	4,4	4,2	4,1	4,7	4,9	5,0	4,6	5,0	3,8	3,9
Arachide	4,2	4,1	3,7	3,7	3,9	4,0	4,2	4,5	4,5	4,3
Palmiste	7,6	7,3	6,4	6,8	6,5	6,2	5,2	4,0	2,7	2,0
Coprah	2,8	2,4	2,7	2,9	3,1	3,3	3,6	3,2	3,2	3,3
TOTAL	188,6	183,9	168,7	170,8	165,9	156,6	140,2	110,1	85,7	68,4

(*) Estimation.

Le marché international en 2017

La moyenne annuelle des cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam en 2017 est de 715 USD/tonne contre 700 USD/tonne en 2016.

Alors que les productions d'huile de palme augmentent chaque année en moyenne de 2 à 3 millions de tonnes, la production en 2016 a baissé de 3,6 millions de tonnes par rapport à 2015, conséquence directe du temps sec provoqué par le phénomène climatique El Niño. Cette baisse des productions a entraîné une diminution continue des stocks d'huile de palme au second semestre 2016 qui s'est poursuivie jusqu'au 1er trimestre 2017. Les stocks d'huile de palme en Malaisie, indicateur de référence du marché, atteignaient ainsi fin février leur plus bas niveau depuis janvier 2011.

La baisse du niveau des stocks s'est accompagnée d'une hausse progressive des cours de l'huile de palme qui ont atteint les 830 USD/tonne CIF Rotterdam à la fin janvier.

Cependant, les perspectives d'une hausse massive des productions d'huile de palme au second semestre 2017 ont entraîné un sentiment négatif sur le marché et provoqué une baisse quasi-ininterrompue des cours jusqu'à la fin avril.

Les cours ont ensuite bénéficié d'un sursaut temporaire grâce à l'augmentation de la demande des pays musulmans en préparation des festivités du Ramadan. L'embellie n'a duré que quelques semaines avant que les cours ne s'érodent à nouveau, entraînés par les prévisions de hausse des productions en 2017 et 2018.

Au 30 juin 2017, le CPO CIF Rotterdam touchait ainsi les 640 USD/tonne, soit une baisse de plus de 20% par rapport au sommet atteint à la fin janvier.

Vers la fin du mois de juillet, les prix ont connu un nouveau rebond provoqué par un ralentissement inattendu de la hausse des productions en Asie et

Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

par une demande soutenue en provenance des pays importateurs, Inde et Chine en tête. Cette hausse s'est poursuivie au cours des mois suivants. Le CPO CIF Rotterdam atteignait ainsi 740 USD/tonne début novembre.

La hausse des cours a ensuite connu un coup d'arrêt suite à l'annonce faite par l'Inde, premier importateur

d'huiles végétales au monde, d'une augmentation des taxes sur l'huile de palme importée. Cette hausse des taxes en Inde combinée à la hausse des stocks et à une relative faiblesse de la demande en fin d'année, ont contribué à faire baisser les cours.

A fin décembre, les cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam cotaient aux alentours des 675 USD/tonne.

Perspectives 2018

Les experts estiment que la production mondiale d'huile de palme, après avoir augmenté de près de 9 millions de tonnes en 2017 pourrait encore augmenter de 3 à 4 millions de tonnes en 2018. La production d'huile de palme dans le monde pourrait donc dépasser les 70 millions de tonnes en 2018, soit deux fois plus qu'en 2005.

Les autres huiles végétales dont le soja, sont également en situation de production record. Cette offre abondante d'huiles végétales sur les marchés pourrait donc peser sur les prix.

Cette amplitude de l'offre intervient alors que l'Europe envisage d'interdire à partir de 2021 l'utilisation d'huile de palme pour la fabrication de biodiesel. L'Europe a consommé 3,5 millions de tonnes d'huile de palme pour fabriquer du biodiesel en 2017.

L'attitude de l'Inde concernant sa politique de taxe à l'import sur l'huile de palme mais également sur

les huiles végétales concurrentes aura également une influence sur les cours.

Une possible réduction de productions de soja en Argentine suite à un climat trop sec, ainsi que d'éventuels problèmes climatiques aux Etats-Unis influencera également les cours des huiles végétales.

De nombreux autres facteurs difficilement maîtrisables tels que le climat, l'évolution des cours du pétrole, les politiques d'achat des pays importateurs, la mise en place de politiques fiscales incitatives ou de barrières douanières, etc. devraient également jouer un rôle dans l'évolution des cours de l'huile de palme en 2018.

Les cours de l'huile de palme CIF Rotterdam cotent au 14 mars 2018 aux alentours des 685 USD/tonne.

Environnement et responsabilité sociale

Le 22 mars 2017, le Groupe a adopté sa nouvelle politique de gestion responsable. Celle-ci s'articule autour des 4 principes que sont le développement responsable, l'amélioration des pratiques de gestion, le respect des droits de l'Homme et la transparence.

Un plan d'implémentation de cette politique a été défini et mis en œuvre tout au long de l'exercice 2017. Les efforts et actions entrepris par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« Rapport développement durable »). La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

Le rapport annuel de développement durable est également disponible sur simple demande au siège social de la Société.

Chiffres clés

1. Indicateurs d'activités

Superficies (hectares)		Hévéa	Palmier
Au 31 décembre 2017			
Immatures (par année de planting)			
2017		82	1.654
2016		174	1.012
2015		1.032	969
2014		1.176	-
2013		566	-
2012		728	-
2011		1.239	-
2010		1.024	-
TOTAL		6.020	3.635
Jeunes	(de 6 à 11 ans)	5.299	(de 3 à 7 ans) 7.401
Matures	(de 12 à 22 ans)	4.675	(de 8 à 18 ans) 11.236
Vieux	(plus de 22 ans)	0	(plus de 18 ans) 16.922
TOTAL		15.994	39.194

Superficies (hectares)	2017	2016	2015	2014	2013
Palmier	39.194	38.669	38.645	38.566	38.485
Hévéa	15.994	16.524	16.560	15.920	15.139
TOTAL	55.188	55.193	55.205	54.486	53.624

Production	2017	2016	2015	2014	2013
Huile de palme (tonnes)					
Production propre	196.814	181.247	198.769	192.933	191.085
Achats aux tiers	0	172	3.999	14.690	18.747
Caoutchouc (tonnes)					
Production propre	14.702	13.590	13.012	12.961	12.762
Semences (milliers)					
Production propre	14.149	16.064	22.487	32.436	32.353

Chiffres clés

Chiffre d'affaires (millions de EUR)	2017	2016	2015	2014	2013
Palmier	127,5	115,2	113,8	122,8	128,3
Hévéa	25,0	16,7	18,5	19,8	25,1
Autres produits agricoles	9,1	11,6	15,6	21,0	21,8
TOTAL	161,6	143,5	147,9	163,6	175,2

Personnel	2017	2016	2015	2014	2013
Effectifs moyens	11.033	11.232	11.500	11.464	11.748

2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé

(millions de EUR)	2017	2016	2015	2014	2013
Chiffre d'affaires	162	144	148	164	175
Résultat opérationnel avant variation sur actifs biologiques	N.a.	N.a.	N.a.	N.a.	58
Résultat opérationnel	40	39	33	60	-23
Résultat "Part du Groupe"	25	25	29	45	-13
Flux de trésorerie opérationnel	13	82	29	71	57
Flux de trésorerie libre	-9	67	0	53	29

Flux de trésorerie libre = Flux de financement après acquisitions et ventes d'actifs.

3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée

(millions de EUR)	2017	2016	2015	2014	2013 (*)
Actifs biologiques producteurs	104	118	107	92	639
Autres actifs non-courants	86	93	100	92	88
Actifs courants	165	192	139	138	105
Capitaux propres totaux	244	258	251	239	626
Passifs non-courants	36	39	34	31	164
Passifs courants	75	106	60	52	42

(*) Evaluation des actifs biologiques producteurs selon IAS 41 « Agriculture ».

Données boursières

(EUR)	2017	2016	2015	2014	2013 (*)
Nombre d'actions	19.594.260	19.594.260	20.050.000	20.050.000	20.050.000
Capitaux propres consolidés « Part du Groupe »	237.074.123	248.302.670	242.100.442	227.050.936	572.361.801
Bénéfice net consolidé par action « Part du Groupe »	1,26	1,27	1,45	2,25	-0,63
Dividende par action	1,00	1,00	1,00	1,00	1,60
Cours de bourse					
minimum	19,00	15,60	15,22	18,10	25,30
maximum	24,39	21,70	21,00	31,50	33,96
clôture	20,00	21,11	17,48	19,38	27,74
Capitalisation boursière	391.885.200	413.634.829	350.474.000	388.468.750	556.187.000
Dividendes distribués/bénéfice net consolidé	79,17%	78,75%	68,97%	44,44%	N.a.
Dividendes/capitalisation boursière	5,00%	4,74%	5,72%	5,16%	5,77%
Cours de bourse/bénéfice par action	15,83	16,62	12,06	8,61	N.a.

(*) Evaluation des actifs biologiques producteurs selon IAS 41 « Agriculture ».

Faits marquants de l'exercice

Acquisition de 10% du capital de Coviphama pour porter le pourcentage de détention à 100%.

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

1. Introduction

Socfinasia S.A. est attentive à l'évolution des dix principes de gouvernance d'entreprise de la Bourse de Luxembourg. Elle s'engage à fournir les explications nécessaires à la bonne compréhension du fonctionnement de la Société.

La gouvernance d'entreprise est un ensemble de principes et de règles dont l'objectif principal est

de contribuer à la création de valeur à long terme. Elle permet notamment au Conseil d'Administration de promouvoir les intérêts de la Société et de ses actionnaires, tout en mettant en place des systèmes performants de contrôle, de gestion des risques et de conflits d'intérêts.

2. Conseil d'Administration

Composition du Conseil d'Administration

Nom	Nationalité	Année de naissance	Fonction	Première nomination	Echéance du mandat
M. Hubert Fabri	Belge	1952	Président ^(a)	AGO 1980	AGO 2022
M. Vincent Bolloré	Française	1952	Administrateur ^(a)	AGE 1990	AGO 2020
Bolloré Participations représentée par M. Cédric de Bailliencourt	Française	1969	Administrateur ^(a)	AGO 1997	AGO 2019
Administration and Finance Corporation « AFICO » représentée par M. Wolfgang Ullens	Belge	1977	Administrateur ^(b)	AGO 1997	AGO 2023
M. André Balot	Belge	1932	Administrateur ^(a)	AGO 1998	AGO 2021
M. Philippe de Taux	Belge	1951	Administrateur ^(b) Secrétaire Général	AGO 2008	AGO 2020
M. Luc Boedt	Belge	1955	Administrateur ^(b)	AGO 2008	AGO 2020
M. François Fabri	Belge	1984	Administrateur ^(b)	AGO 2014	AGO 2020

^(a) Administrateur dépendant non-exécutif - ^(b) Administrateur dépendant exécutif

Monsieur Vincent Bolloré, administrateur sortant, est rééligible. Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2018 de procéder au renouvellement de ce mandat.

Suite à la démission de Monsieur André Balot de son mandat d'administrateur, il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2018 de nommer Monsieur Philippe Fabri.

Autres mandats exercés par les mandataires sociaux dans des sociétés cotées

Hubert Fabri Président

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Palmeraies de Mopoli ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Okomu Oil Palm Company, S.A.F.A. Cameroun « Safacam », Société Industrielle et Financière de l'Artois et La Forestière Equatoriale ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

Vincent Bolloré

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président-directeur général de Bolloré ;
- Président du Conseil d'Administration (Direction dissociée) de Financière de l'Odé et de Blue Solutions ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Président et Membre du Conseil de Surveillance de Vivendi ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Financière de l'Odé et de Blue Solutions ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'Administration de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, S.A.F.A. Cameroun « Safacam », Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge.

Bolloré Participations

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Membre du Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Tramways de Rouen, Financière de l'Odé, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois, S.A.F.A. Cameroun « Safacam » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Administration and Finance Corporation « AFICO »

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

André Balot

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Socfinasia.

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

Philippe de Traux

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur et Secrétaire Général de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Okomu Oil Palm Company, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de la Société Industrielle et Financière de l'Artois ;
- Représentant permanent de Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA » au Conseil de S.A.F.A. Cameroun « Safacam ».

Luc Boedt

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Socfinaf et Socfinasia ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin ».

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de S.A.F.A. Cameroun « Safacam » ;
- Administrateur de Okomu Oil Palm Company et Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Représentant permanent de Socfinaf au Conseil d'Administration de Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

François Fabri

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Administrateur de S.A.F.A. Cameroun « Safacam ».

Nominations des Administrateurs

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale des actionnaires la nomination des Administrateurs.

En cas de vacance par décès ou suite à une démission d'un ou plusieurs Administrateurs, les Administrateurs restants procéderont à des cooptations à titre provisoire. Ces cooptations seront

soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires lors de sa prochaine réunion. L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre terminera le mandat de son prédécesseur.

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

Rôle et compétences du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est l'organe qui est responsable de la gestion de la Société et du contrôle de la gestion journalière. Il agit dans l'intérêt social de la Société.

Le Conseil d'Administration veille à disposer de toutes les ressources financières et humaines et veille à mettre en place toutes les structures nécessaires pour

atteindre ses objectifs et assurer la création de valeur à long terme.

Les statuts de la Société confèrent au Conseil d'Administration le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires à la réalisation de l'objet social.

Rapport d'activité des réunions du Conseil d'Administration

Nombre de réunions annuelles

Au minimum deux pour les évaluations de fin et de mi-exercice. Au cours de l'exercice 2017, le Conseil d'Administration s'est réuni 4 fois.

Points généralement abordés

Situations comptables périodiques ;
Mouvements de portefeuille ;
Inventaire et évaluation du portefeuille ;
Evolution des participations significatives ;
Rapport de gestion ;
Projets d'investissement ;
Responsabilité sociale, sociétale et environnementale.

Taux moyen de présence des Administrateurs

- 2017 : 91%
- 2016 : 90%
- 2015 : 93%
- 2014 : 97%
- 2013 : 97%

3. Les Comités du Conseil d'Administration

3.1. Comité d'Audit

Le Comité est composé de deux membres. Le mandat est d'une durée d'un an et se terminera lors de la réunion du Conseil d'Administration statuant sur les comptes 2018. Les membres sont rééligibles.

Le Conseil d'Administration en sa séance du 21 mars 2018, a renouvelé les mandats de Messieurs Hubert Fabri et Vincent Bolloré en tant que membres du Comité d'Audit.

Le Comité d'Audit assistera le Conseil d'Administration dans sa fonction de surveillance et se prononcera sur les sujets relatifs aux informations financières destinées aux actionnaires et aux tiers, au processus d'audit, à l'analyse des risques et à leur contrôle.

Le Comité d'Audit se réunira au moins deux fois par an.

3.2. Comité de Nomination et de Rémunération

Les rémunérations de la Direction opérationnelle de Socfinasia S.A. sont fixées par les actionnaires de référence. Le Conseil d'Administration ne juge pas nécessaire la constitution d'un Comité

de Rémunération. De même, pour des raisons pragmatiques et en raison de la taille de la Société, le Conseil d'Administration a choisi de ne pas constituer de Comité de Nomination.

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

4. Rémunérations

Le montant de la rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration de Socfinasia S.A. au titre de l'exercice 2017 s'élève à EUR 7.832.438 et pour l'exercice 2016 à EUR 5.537.204.

Les Administrateurs de Socfinasia S.A. n'ont bénéficié d'aucun autre paiement en actions (stock-options).

5. Notification de l'actionariat

Actionnaire	Nombre de titres détenus = Nombre de droits de vote (*)	Pourcentage détenu	Date de la notification
Socfin L-1650 Luxembourg	11.324.179	57,79	01/02/2017
Bolloré Participations S.A. F-29500 Ergué Gaberic	10	0,001	10/03/2008
Bolloré F-29500 Ergué Gaberic	167.905	16,75	10/03/2008
Compagnie du Cambodge F-92800 Puteaux	50.125	5,00	10/03/2008
Total Bolloré Participations direct et indirect	218.040	21,75	

(*) Toutes les notifications déposées avant le 1er juillet 2011, date effective de la division des actions par 20, se rapportent à l'ancien nombre d'actions et à l'ancien nombre de droits de vote, c'est-à-dire à 1.002.500.

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 455.740 actions (soit 2,27% du capital) doivent être annulées, les porteurs de ces actions ne s'étant pas enregistrés auprès du dépositaire. Les droits de vote et les droits au dividende de ces actions sont suspendus. Le nombre de droits de vote total de la Société s'élève à 19.594.260. A ce jour, les démarches visant à modifier les statuts de la Société sont en cours.

6. Calendrier financier

30 mai 2018	Assemblée Générale Ordinaire à 11h
13 juin 2018	Paiement du solde de dividende de l'exercice 2017 (coupon n° 74)
Fin septembre 2018	Résultats semestriels sociaux et consolidés au 30 juin 2018
Mi-novembre 2018	Déclaration intermédiaire de la Direction du 3ème trimestre 2018
Fin mars 2019	Résultats annuels sociaux au 31 décembre 2018
Mi-avril 2019	Résultats annuels consolidés au 31 décembre 2018
Mi-mai 2019	Déclaration intermédiaire de la Direction du 1er trimestre 2019
29 mai 2019	Assemblée Générale Ordinaire à 11h.

Les résultats de la Société sont communiqués sur le site de la Bourse de Luxembourg www.bourse.lu dans la rubrique « OAM » et sur le site de la Société www.socfin.com.

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

7. Audit externe

Réviseur d'entreprises agréé
C - CLERC S.A.
1 rue Pletzer
L-8080 Bertrange.

En 2017, les honoraires d'audit s'élèvent à
EUR 93.070 TVAC.

8. Responsabilité sociale, sociétale et environnementale

Le 22 mars 2017, le Groupe a adopté sa nouvelle politique de gestion responsable. Celle-ci s'articule autour des 4 principes que sont le développement responsable, l'amélioration des pratiques de gestion, le respect des droits de l'Homme et la transparence.

Un plan d'implémentation de cette politique a été défini et mis en œuvre tout au long de l'exercice 2017.

Les efforts et actions entrepris par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« Rapport développement durable »).

La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

9. Autres informations

En application du règlement d'exécution 2016/347 de la Commission européenne du 10 mars 2016 précisant les modalités de mises à jour des listes d'initiés, une liste d'initiés a été dressée et est tenue continuellement à jour. Les personnes concernées ont été informées de leur inscription sur cette liste.

Déclaration de conformité

M. Philippe de Traux, Administrateur et M. Daniel Haas, Directeur Comptable, indiquent que, à leur connaissance :

- (a) les états financiers établis conformément au corps de normes comptables applicable donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et
- (b) que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution et les résultats de la Société, la situation de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

Rapport de gestion consolidé

Rapport de gestion sur les états financiers consolidés présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 30 mai 2018.

Mesdames, Messieurs,

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2017 intègrent aux comptes annuels de Socfinasia S.A., toutes les filiales et sociétés associées directes et indirectes, dont le détail est donné dans la note 2 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe relative aux méthodes comptables, les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Socfinasia S.A. (le Groupe) a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et toutes les normes applicables au 31 décembre 2017 concernant le Groupe ont été mises en œuvre.

Résultats consolidés

Pour l'exercice 2017, le résultat consolidé « Part du Groupe » s'inscrit à 24,8 millions d'euros contre 24,9 millions d'euros en 2016. Il en résulte un bénéfice net par action « Part du Groupe » de 1,26 euros contre 1,27 euros en 2016.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 161,6 millions d'euros en 2017 contre 143,5 millions d'euros en 2016 (+18,1 millions d'euros). Cette variation du chiffre d'affaires résulte notamment de la hausse des prix (+11,8 millions d'euros), de la hausse des quantités vendues (+11,8 millions d'euros) et des variations de la roupie indonésienne par rapport à l'euro (-5,5 millions d'euros).

Dans la même tendance du chiffre d'affaires, le résultat opérationnel s'inscrit à 40,4 millions d'euros contre 38,6 millions d'euros en 2016.

En raison de la baisse des gains de change, les autres produits financiers sont en baisse à 2,5 millions d'euros contre 4,6 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Les charges financières s'établissent à 5,1 millions d'euros contre 3,3 millions d'euros au 31 décembre 2016. Il s'agit principalement de pertes de change pour 4,9 millions d'euros.

La charge d'impôts est en hausse. Les impôts sur le résultat s'élèvent à 17,7 millions d'euros contre 14,6 millions d'euros en 2016.

La quote-part du Groupe dans le résultat des sociétés mises en équivalence est en hausse à 7,6 millions d'euros contre 3,8 millions d'euros en 2016.

Etat de la situation financière consolidée

Les actifs de Socfinasia S.A. se composent :

- d'actifs non-courants à hauteur de 189,6 millions d'euros contre 211,2 millions d'euros au 31 décembre 2016, soit une diminution de 21,6 millions due principalement à la baisse de la valeur des actifs biologiques producteurs (-14,7 millions d'euros) ;
- d'actifs courants qui s'élèvent à 164,8 millions d'euros contre 191,8 millions d'euros au 31 décembre 2016. La valeur des stocks baisse de 5,7 millions d'euros, les créances du cash pooling envers les sociétés hors périmètre augmentent de 16,3 millions d'euros. La trésorerie est en baisse de 33,6 millions d'euros.

Les capitaux propres « Part du Groupe » s'élèvent à 237,1 millions d'euros contre 248,3 millions d'euros en 2016. Cette baisse des fonds propres de -11,2 millions d'euros provient, pour l'essentiel, du résultat de l'exercice (+24,8 millions d'euros), de l'affectation des résultats (-19,6 millions d'euros, solde 2016 et acompte 2017 inclus) et de la variation de la réserve pour écart de conversion (-17,1 millions d'euros).

Sur base des capitaux propres consolidés, il ressort une valeur nette par action « Part du Groupe » (avant distribution du solde du dividende) de 12,10 euros contre 12,67 euros un an plus tôt. Au 31 décembre 2017, le cours de bourse s'élève quant à lui à 20 euros.

Les passifs courants et non-courants sont en baisse à 110,6 millions d'euros contre 145,2 millions d'euros un an plus tôt. La provision relative aux avantages du personnel passe de 37,9 à 35,4 millions d'euros. Les dettes du cash pooling envers les sociétés hors périmètre s'élèvent à 33,3 millions d'euros contre 67,5 millions d'euros un an plus tôt.

Rapport de gestion consolidé

Flux de trésorerie consolidés

Au 31 décembre 2017, la trésorerie nette s'élève à 50,6 millions d'euros en baisse de 33,6 millions d'euros sur l'exercice (contre une hausse de 43,5 millions d'euros au cours de l'exercice antérieur).

Le flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles s'est élevé à 12,8 millions d'euros durant l'exercice 2017 (81,7 millions d'euros en 2016)

et la capacité d'autofinancement à 70,3 millions d'euros contre 63,3 millions d'euros lors de l'exercice précédent.

Les opérations d'investissement ont mobilisé 22 millions d'euros (15,2 millions d'euros en 2016) et les opérations de financement 22,6 millions d'euros (23,5 millions d'euros en 2016), dont 25,1 millions d'euros de dividendes (24 millions d'euros en 2016).

INSTRUMENTS FINANCIERS

La trésorerie de Socfinasia S.A. fait apparaître une position de 32 millions de dollars au 31 décembre 2017. Celle-ci est notamment destinée à couvrir les investissements en dollar. Les politiques de gestion des risques financiers sont décrites dans les annexes des comptes consolidés de la Société.

PERSPECTIVES 2018

Les résultats pour le prochain exercice dépendront dans une large mesure de facteurs externes au management du Groupe, à savoir les conditions politico-économiques dans les pays où sont établies les filiales, l'évolution du prix du caoutchouc, de l'huile de palme et l'évolution des cours de la roupie indonésienne et du dollar US, par rapport à l'euro. De son côté, le Groupe poursuit sa politique de maintien des prix de revient au plus bas et d'amélioration de ses capacités de production.

ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET ECONOMIQUE

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Asie du Sud-Est.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans certains de ces pays, ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux changements politiques et économiques.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

Aucun évènement important concernant la structure du Groupe n'est à signaler.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Le Conseil d'Administration implémente les règles de gouvernance d'entreprise applicables au Grand-Duché de Luxembourg dans la structure et les rapports financiers du Groupe.

SYSTEME GENERAL DE CONTROLE INTERNE ADAPTE AUX SPECIFICITES DES ACTIVITES DU GROUPE

Séparation des fonctions

La séparation des fonctions opérationnelles, commerciales et financières mises en place à chaque niveau du Groupe renforce l'indépendance du contrôle interne.

Ces différentes fonctions assurent l'exhaustivité et la fiabilité des informations qui sont de leur ressort. Elles en transmettent régulièrement l'intégralité aux dirigeants locaux et au siège du Groupe (production agricole et industrielle, commerce, ressources humaines, finances...).

Autonomie et responsabilisation des filiales

Les entités opérationnelles, en raison de leur éloignement, bénéficient d'une large autonomie dans leur gestion. Elles sont notamment responsables de la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle interne adapté à la nature et à l'étendue de leur activité, de l'optimisation de leurs opérations et performances financières, de la protection de leurs actifs et de la gestion de leurs risques.

Cette autonomie permet de responsabiliser les entités et d'assurer l'adéquation entre leurs pratiques et le cadre juridique de leur pays d'implantation.

Contrôle centralisé

La politique de Gestion des Ressources Humaines du top management des entités du Groupe est centralisée au siège du Groupe. Elle contribue à la stabilisation d'un système de contrôle interne efficace par l'indépendance du recrutement, l'harmonisation de la définition des fonctions, des évaluations annuelles et des programmes de formations.

C'est aussi de manière centralisée que les fonctions opérationnelles, commerciales et financières définissent un ensemble de rapports standards qui assurent l'homogénéité de la présentation des informations en provenance des filiales.

Processus du reporting de trésorerie

Le service de la trésorerie organise, supervise et contrôle la remontée des informations journalières et des indicateurs hebdomadaires des filiales, en particulier la position de trésorerie, l'évolution de l'endettement net et des dépenses liées aux investissements.

Processus du reporting financier

Le service financier organise, supervise et contrôle la remontée des informations comptables, budgétaires et financières mensuelles et diffuse un reporting condensé à l'usage de la direction opérationnelle du Groupe.

Deux fois par an, il intègre ces informations dans les plans de développement à long terme des filiales.

Il s'assure également de la mise en œuvre des décisions de nature financières des Conseils d'Administration des filiales.

Rapport de gestion consolidé

Processus d'élaboration des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis sur une base semestrielle. Ils sont vérifiés annuellement par les auditeurs externes dans le cadre d'un audit financier des filiales qui porte à la fois sur les comptes statutaires des entités du périmètre et sur les comptes consolidés.

Une fois arrêtés par le Conseil d'Administration, ils donnent lieu à publication.

Le service de consolidation du Groupe est garant de l'homogénéité et du suivi des traitements pour l'ensemble des sociétés du périmètre de consolidation. Il respecte strictement les normes comptables en vigueur liées aux opérations de consolidation. Il utilise un outil de consolidation standard garantissant le traitement sécurisé des remontées d'informations des filiales, la transparence et la pertinence des traitements automatiques de consolidation ainsi que l'homogénéité de présentation des agrégats comptables dans le rapport annuel. Enfin, en raison de la complexité des normes comptables en vigueur et des nombreuses spécificités liées à leur mise en œuvre, le service de consolidation centralise les retraitements propres aux règles d'évaluation applicable aux comptes consolidés.

ENVIRONNEMENT ET RESPONSABILITE SOCIALE

Le 22 mars 2017, le Groupe a adopté sa nouvelle politique de gestion responsable. Celle-ci s'articule autour des 4 principes que sont le développement responsable, l'amélioration des pratiques de gestion, le respect des droits de l'Homme et la transparence.

Un plan d'implémentation de cette politique a été défini et mis en œuvre tout au long de l'exercice 2017.

Les efforts et actions entrepris par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« Rapport développement durable »).

La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

Le Conseil d'Administration

Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

Aux actionnaires de
SOCFINASIA S.A.
4, Avenue Guillaume
L - 1650 Luxembourg

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de SOCFINASIA S.A. et de ses filiales (le «Groupe») comprenant l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2017 ainsi que le compte de résultat consolidé, l'état du résultat étendu consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidés et le tableau de variation des capitaux propres consolidés pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers consolidés, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2017, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 33. Le périmètre de consolidation comprend des participations dont les sociétés opérationnelles sont situées dans divers pays d'Asie du Sud-Est et qui sont exposées aux risques de fluctuations politiques et économiques.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec le Règlement (UE) N° 537/2014, la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la loi du 23 juillet 2016) et les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces règlement, loi et normes sont plus amplement décrites dans la section

« Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des états financiers consolidés» du présent rapport. Nous sommes également indépendants du Groupe conformément au code de déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Les questions clés de l'audit des états financiers consolidés au 31 décembre 2017 du Groupe sont les suivantes :

Pertes de valeur sur actifs biologiques producteurs

Risque identifié

Au 31 décembre 2017, la valeur des actifs biologiques producteurs du Groupe s'élève à 104 millions d'euros pour un total bilan de 354 millions d'euros.

Le Groupe possède des actifs biologiques producteurs en Asie. Ces actifs biologiques producteurs, principalement constitués de plantations de palmiers

Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

à huile et d'hévéas, sont évalués selon les principes définis par IAS 16 « Immobilisations corporelles ».

Les actifs biologiques producteurs sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

La note 23 « Dépréciation d'actifs » de l'annexe aux comptes consolidés décrit les modalités mises en œuvre par le groupe pour vérifier s'il existe un indice de perte de valeur à la clôture, et lors de la survenance d'un indice de perte de valeur, les modalités de détermination de la valeur recouvrable des actifs biologiques producteurs sur la base de laquelle une perte de valeur sera éventuellement comptabilisée.

L'indice de perte de valeur retenu par le Groupe est une baisse des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1ère position sur SGX) et de l'huile de palme brute (CIF Rotterdam) à la date de clôture supérieure à 15% par rapport à une moyenne de valeurs sur 5 ans. Le groupe compare également la moyenne sur 6 mois ainsi que la moyenne sur les 12 derniers mois de ces cours à la moyenne de ces mêmes valeurs sur 5 ans. En complément de ces facteurs externes, le Groupe étudie les facteurs suivants :

- Indicateurs de performance internes ;
- Critères relatifs au marché local ;
- Indices physiques de perte de valeur ;
- Changement important intervenu au niveau des plantations, et qui pourrait avoir une incidence matérielle sur leurs flux de trésorerie futurs.

Nous avons considéré que la valeur des actifs biologiques est un point clé de l'audit en raison de leur montant significatif dans l'état de la situation financière consolidée, et parce que l'appréciation de l'existence d'un indice de perte de valeur et, le cas échéant la détermination de la valeur recouvrable des actifs, fait appel au jugement.

Réponse d'audit apportée

- Afin de répondre à ce risque, nous avons mis en œuvre les travaux suivants :
- Examiner la conformité de la méthodologie appliquée par le Groupe avec les dispositions de la norme IAS 36 "Perte de valeur des actifs" ;
- Effectuer un examen critique des modalités de mise en œuvre de cette méthodologie en portant une attention particulière aux indices de perte de valeur pris en compte ;
- Effectuer une revue des travaux des auditeurs des filiales significatives afin de s'assurer de leur

correcte appréhension du risque lié à la perte de valeur des actifs biologiques ;

- Effectuer périodiquement des visites sur les sites de plantation des filiales significatives ;
- Effectuer une vérification des données utilisées par le Groupe pour conclure à l'absence d'indice de perte de valeur au 31 décembre 2017. Nos travaux ont notamment consisté à vérifier les données utilisées par le Groupe en les comparant à d'autres sources, et à effectuer une revue des indicateurs de performance internes des filiales du Groupe en les comparant avec des sociétés comparables.
- Vérifier le caractère approprié des informations présentées dans les notes 6 « Actifs biologiques producteurs » et 23 « Dépréciation d'actifs » de l'annexe aux comptes consolidés.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations présentées dans le rapport annuel incluant les rapports de gestion et de la déclaration sur la gouvernance d'entreprise mais ne comprennent pas les états financiers et nos rapports de Réviseur d'Entreprises Agréé sur ces états financiers.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'Administration pour les états financiers consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne, ainsi

Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du Réviseur d'Entreprises Agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour

fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener le Groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du Groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance d'entreprise une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance d'entreprise, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences négatives de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons été désignés en tant que Réviseur d'Entreprises Agréé par l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 28 mai 2014 et la durée totale de notre mission sans interruption, y compris les reconductions et les renouvellements précédents, est de 10 ans.

Le rapport de gestion consolidé est en concordance avec les états financiers consolidés et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Les informations requises par l'article 68bis paragraphe (1) lettres c) et d) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises incluses dans le rapport de gestion consolidé et présentées aux pages 35 à 36 et dans le rapport de gestion social et présentées à la

page 100 sont en concordance avec les états financiers consolidés et ont été établies conformément aux exigences légales applicables.

Nous confirmons que notre opinion d'audit est conforme au contenu du rapport complémentaire destiné au Comité d'Audit ou l'organe équivalent.

Nous confirmons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits tels que visés par le Règlement (UE) N° 537/2014 et que nous sommes restés indépendants vis-à-vis du Groupe au cours de l'audit.

Autre sujet

La déclaration sur la gouvernance d'entreprise comprend lorsqu'applicables, les informations requises par l'article 68ter paragraphe (1) points a), b), e), f) et g) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

Le rapport de développement durable tel que publié sur le site Internet de la société http://www.socfin.com/fr/dveloppement_durable/ relève de la responsabilité du Conseil d'Administration. Ce rapport comprend lorsqu'applicables, les informations requises par l'article 68bis paragraphe (2) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

Bertrange, le 19 avril 2018

C-CLERC S.A.
Cabinet de révision agréé

Mónika Tasi
Réviseur d'Entreprises Agréé

Etats financiers consolidés

1. Etat de la situation financière consolidée

		31/12/2017	31/12/2016
ACTIFS	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Actifs non-courants			
Ecart d'acquisition	3	0	6.084.348
Immobilisations incorporelles	4	371.838	373.965
Immobilisations corporelles	5	44.097.502	45.497.050
Actifs biologiques producteurs	6	103.656.846	118.314.057
Participations dans des entreprises associées	8	24.421.881	23.298.940
Titres disponibles à la vente	9	735.772	776.577
Avances à long terme		2.137.789	823.023
Actifs d'impôts différés	10	5.493.067	5.397.693
Autres actifs non-courants		8.700.000	10.600.000
		189.614.695	211.165.653
Actifs courants			
Stocks	11	14.708.674	20.416.962
Créances commerciales	12	3.564.765	8.376.789
Autres créances	13	95.043.388	78.298.920
Actifs d'impôts exigibles	14	956.025	533.611
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	50.568.114	84.140.399
		164.840.966	191.766.681
TOTAL ACTIFS		354.455.661	402.932.334

Etats financiers consolidés

		31/12/2017	31/12/2016
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	Note	EUR	EUR
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère			
Capital souscrit	16	25.062.500	25.062.500
Réserve légale	17	2.506.250	2.506.250
Réserves consolidées		307.758.330	301.709.095
Ecart de conversion		-123.003.488	-105.857.431
Résultat de l'exercice		24.750.531	24.882.256
		237.074.123	248.302.670
Participations ne donnant pas le contrôle	7	6.777.994	9.383.907
Capitaux propres totaux		243.852.117	257.686.577
Passifs non-courants			
Passifs d'impôts différés	10	112.132	1.252.036
Provisions non-courantes relatives aux avantages du personnel	18	35.423.048	37.877.585
		35.535.180	39.129.621
Passifs courants			
Dettes financières à moins d'un an		0	346.970
Dettes commerciales		3.398.812	2.791.117
Passifs d'impôts exigibles	14	7.893.688	4.573.302
Provisions		47.660	54.226
Autres dettes	19	63.728.204	98.350.521
		75.068.364	106.116.136
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		354.455.661	402.932.334

Etats financiers consolidés

2. Compte de résultat consolidé

		2017	2016
	Note	EUR	EUR
Produits des activités ordinaires	31	161.570.881	143.500.963
Production immobilisée		8.586.758	5.592.006
Variation de stocks des produits finis et des travaux en cours		-574.686	623.222
Autres produits opérationnels		4.320.941	5.331.786
Matières premières et consommables utilisés		-3.602.393	-2.110.268
Autres charges externes		-32.504.019	-29.510.177
Frais de personnel	21	-39.522.391	-38.276.544
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	22	-15.587.891	-10.728.356
Autres charges opérationnelles		-42.335.049	-35.860.182
Résultat opérationnel		40.352.151	38.562.450
Autres produits financiers	24	2.460.915	4.561.583
Plus-values sur cessions d'actifs		29.972	118.094
Moins-values sur cessions d'actifs		-321.744	-539.240
Charges financières	25	-5.122.140	-3.339.144
Résultat avant impôts		37.399.154	39.363.743
Charge d'impôts sur le résultat	26	-17.653.396	-14.609.188
Charge d'impôts différés	26	1.772.530	227.071
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	8	7.635.994	3.845.295
Résultat net de l'exercice		29.154.282	28.826.921
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		4.403.751	3.944.665
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère		24.750.531	24.882.256
Résultat net par action non dilué	27	1,26	1,27
Nombre d'actions Socfinasia S.A.		19.594.260	19.594.260
Résultat net par action non dilué		1,26	1,27
Résultat net par action dilué		1,26	1,27

Etats financiers consolidés

3. Etat du résultat étendu consolidé

		2017	2016
	Note	EUR	EUR
Résultat net de l'exercice		29.154.282	28.826.921
Autres éléments du résultat étendu			
Pertes et gains actuariels	18	-802.959	-488.567
Impôts sur les pertes et gains actuariels		200.740	122.141
<i>Sous-total des éléments ne pouvant pas faire l'objet d'un reclassement en résultat</i>		-602.219	-366.426
Variation de la juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées, avant impôts		346.970	-346.970
Impôts sur la variation de la juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées		-101.385	101.385
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées, avant impôts		-40.804	-23.115
Impôts sur la variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées		16.560	-16.309
Variation de l'écart de conversion des entités contrôlées		-17.263.607	6.978.725
Quote-part des autres éléments du résultat étendu des entreprises associées		-578.614	-185.457
<i>Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat</i>		-17.620.880	6.508.259
Total des autres éléments du résultat étendu		-18.223.099	6.141.833
Résultat étendu		10.931.183	34.968.754
Résultat étendu attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		3.389.684	4.354.754
Résultat étendu attribuable aux propriétaires de la société mère		7.541.499	30.614.000

Etats financiers consolidés

4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

		2017	2016
	Note	EUR	EUR
Activités opérationnelles			
Résultat net après impôts attribuable aux propriétaires de la société mère		24.750.531	24.882.256
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		4.403.751	3.944.665
Part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	8	-7.635.994	-3.845.295
Dividendes des entreprises associées	8	6.006.344	7.431.213
Juste valeur de la production agricole	11	2.428.108	-243.675
Autres retraitements sans incidence sur la trésorerie (IFRS et autres)		769.086	12.727
Dotations et reprises aux amortissements et provisions et réductions de valeur		23.430.016	16.329.496
Plus et moins-values sur cessions d'actifs		291.772	421.146
Charge d'impôts	26	15.880.866	14.382.117
Capacité d'autofinancement		70.324.480	63.314.650
Intérêts payés - reçus		-616.109	-417.694
Impôts payés		-17.653.396	-14.609.188
Variation de stocks		875.525	990.842
Variation de créances commerciales et autres débiteurs		-13.947.255	-7.136.957
Variation de dettes commerciales et autres créditeurs		-28.749.737	36.832.750
Comptes de régularisation		2.614.685	2.719.951
Variation du besoin en fonds de roulement		-39.206.782	33.406.586
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		12.848.193	81.694.354
Activités d'investissement			
Acquisitions/cessions d'immobilisations incorporelles		-238.002	-99.629
Acquisitions d'immobilisations corporelles		-20.644.481	-15.010.814
Cessions d'immobilisations corporelles		229.991	193.369
Acquisitions/cessions d'immobilisations financières		-1.341.308	-251.559
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement		-21.993.800	-15.168.633
Activités de financement			
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère		-19.594.260	-19.594.260
Dividendes versés à des participations ne donnant pas le contrôle		-5.525.668	-4.356.620
Produits d'emprunts		1.901.005	0
Intérêts payés - reçus		616.109	417.694
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		-22.602.814	-23.533.186
Incidence des écarts de conversion		-1.823.864	476.316
Variation nette de trésorerie		-33.572.285	43.468.851
Trésorerie au 1er janvier	15	84.140.399	40.671.548
Trésorerie au 31 décembre	15	50.568.114	84.140.399
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		-33.572.285	43.468.851

Etats financiers consolidés

5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

EUR	Capital souscrit	Réserve légale	Ecarts de conversion	Réserves consolidées	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participa- tions ne donnant pas le contrôle	TOTAL
Situation au 1er janvier 2016	25.062.500	2.506.250	-112.524.499	327.056.191	242.100.442	9.377.516	251.477.958
Résultat de l'exercice				24.882.256	24.882.256	3.944.665	28.826.921
Pertes et gains actuariels				-329.783	-329.783	-36.643	-366.426
Variation de la juste valeur des instruments financiers				-245.585	-245.585	0	-245.585
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente				-31.506	-31.506	-7.918	-39.424
Ecarts de conversion des entités contrôlées			6.524.075	0	6.524.075	454.650	6.978.725
Variation du résultat étendu des entreprises associées			142.993	-328.450	-185.457	0	-185.457
Résultat étendu			6.667.068	23.946.932	30.614.000	4.354.754	34.968.754
Annulation d'actions				-5.497.868	-5.497.868	0	-5.497.868
Dividendes				-9.797.130	-9.797.130	-4.348.363	-14.145.493
Acomptes sur dividendes				-9.797.130	-9.797.130	0	-9.797.130
Autres variations				680.356	680.356	0	680.356
Transactions avec les actionnaires				-24.411.772	-24.411.772	-4.348.363	-28.760.135
Situation au 31 décembre 2016	25.062.500	2.506.250	-105.857.431	326.591.351	248.302.670	9.383.907	257.686.577
Situation au 1er janvier 2017	25.062.500	2.506.250	-105.857.431	326.591.351	248.302.670	9.383.907	257.686.577
Résultat de l'exercice				24.750.531	24.750.531	4.403.751	29.154.282
Pertes et gains actuariels				-541.997	-541.997	-60.222	-602.219
Variation de la juste valeur des instruments financiers				245.585	245.585	0	245.585
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente				-19.375	-19.375	-4.869	-24.244
Ecarts de conversion des entités contrôlées			-16.314.631	0	-16.314.631	-948.976	-17.263.607
Variation du résultat étendu des entreprises associées			-831.426	252.812	-578.614	0	-578.614
Résultat étendu			-17.146.057	24.687.556	7.541.499	3.389.684	10.931.183
Dividendes				-9.797.130	-9.797.130	-2.267.312	-12.064.442
Acomptes sur dividendes				-9.797.130	-9.797.130	-3.333.654	-13.130.784
Autres variations				824.214	824.214	-394.631	429.583
Transactions avec les actionnaires				-18.770.046	-18.770.046	-5.995.597	-24.765.643
Situation au 31 décembre 2017	25.062.500	2.506.250	-123.003.488	332.508.861	237.074.123	6.777.994	243.852.117

	2017	2016
Dividendes et acomptes sur dividendes distribués sur la période	19.594.260	19.594.260
Nombre d'actions	19.594.260	19.594.260
Dividende par action distribué sur la période	1,00	1,00

6. Annexe aux états financiers consolidés

Note 1. Généralités et méthodes comptables

1.1. Généralités

Socfinasia S.A. (« la Société ») a été constituée le 20 novembre 1972. Son objet social la qualifie comme soparfi depuis l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 janvier 2011. Le siège social est établi 4 avenue Guillaume à 1650 Luxembourg.

L'activité principale de la Société et de ses filiales (« Groupe ») consiste en la gestion d'un portefeuille de participations axées sur l'exploitation de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas, principalement situées en Asie du Sud-Est.

Socfinasia S.A. est contrôlée par Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin » qui est le plus grand ensemble qui consolide. Le siège social de cette dernière société est également situé à Luxembourg.

La Société est cotée à la Bourse de Luxembourg et est inscrite au registre de commerce sous le n° B 10534.

1.2. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

En date du 19 avril 2018, le Conseil d'Administration a arrêté les états financiers consolidés.

De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2017 sont entrés en vigueur :

Les amendements à IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie » :

Selon ces amendements, une entité doit fournir des informations permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les modifications intervenues dans les passifs découlant des activités de financement, que ces modifications proviennent ou non des flux de trésorerie.

Le Groupe a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et n'a pas anticipé l'application

des normes et interprétations effectives après le 31 décembre 2017 et publiées avant l'autorisation de publication des états financiers consolidés.

Les normes ou amendements publiés, qui ne sont pas d'application obligatoire mais qui pourraient avoir une incidence sur les comptes consolidés sont les suivants :

- IFRS 9 Instruments financiers :

Cette norme porte sur la classification et l'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers, les dépréciations, la comptabilité de couverture et vise à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ». IFRS 9 est applicable au 1^{er} janvier 2018. Excepté pour la comptabilité de couverture, une application rétrospective est obligatoire sans obligation de fournir des informations comparatives. Le Groupe prévoit d'adopter la nouvelle norme à la date d'entrée en vigueur et ne prévoit pas d'ajuster les informations comparatives.

En 2017, le Groupe a effectué une évaluation détaillée de l'impact des quatre aspects de la norme. Cette évaluation est basée sur les informations disponibles au moment de l'évaluation et pourrait subir des changements liés à d'autres informations qui pourraient être disponibles en 2018. Globalement, le Groupe ne s'attend pas à un impact significatif sur son état de la situation financière consolidée et sur ses capitaux propres. Toutefois les nouvelles exigences de la norme en matière de dépréciation des actifs financiers influenceront la présentation des informations contenues dans les annexes qui s'y rapportent.

Le Groupe ne prévoit pas d'implémenter des changements majeurs dans la classification de certains instruments financiers.

(a) Classification et évaluation :

Les actifs financiers sont classifiés et mesurés selon les normes dont ils dépendent et selon les caractéristiques de leur flux de trésorerie contractuel. Les passifs financiers sont classés d'une manière similaire à IAS 39, cependant il y a des différences dans les exigences en ce qui

Etats financiers consolidés

concerne les principes comptables utilisés pour mesurer le risque de crédit propre à l'entité.

Le Groupe continuera à évaluer à la juste valeur tous ses actifs actuellement évalués à la juste valeur.

(b) Dépréciation des actifs financiers :

La norme introduit un modèle de «perte de crédit attendue» pour la mesure de dépréciation des actifs financiers. Il n'est donc plus nécessaire qu'un événement de crédit se soit produit avant qu'une perte de crédit soit constatée.

IFRS 9 exige de comptabiliser les pertes attendues sur tous les instruments de dettes, prêts et créances commerciales soit sur une durée de 12 mois, soit sur la durée de vie des instruments.

(c) Comptabilité de couverture :

La norme introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui est conçu pour être plus étroitement aligné sur la façon dont les entités entreprennent des activités de gestion des risques lorsqu'elles couvrent les expositions aux risques financiers et non financiers.

Le Groupe a déterminé que les relations de couverture existantes qui sont actuellement désignées comme relations de couverture efficaces continueront à remplir les conditions pour une comptabilité de couverture sous IFRS 9.

(d) Décomptabilisation :

Les exigences relatives à la décomptabilisation des actifs et des passifs financiers sont transposées de IAS 39 à l'identique et il n'y a donc pas de changement pour le Groupe.

- La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » :

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, qui fournit un cadre unifié pour déterminer le moment, l'évaluation et la comptabilisation des produits des activités ordinaires. L'objectif de la nouvelle norme est de comptabiliser les produits au fur et à mesure que les obligations de performance sont remplies plutôt que sur la base du transfert des risques et des avantages.

L'IFRS 15 inclut un ensemble d'informations à fournir, y compris des informations qualitatives et quantitatives sur les contrats avec les clients pour comprendre la nature, le montant, le moment de la comptabilisation et l'incertitude des revenus. La norme remplace IAS 18 «Produits des activités ordinaires», IAS 11 «Contrats de construction» et un certain nombre d'interprétations liées aux produits.

Les produits du Groupe proviennent principalement de la vente de biens dans le cadre des prestations dans lesquelles le transfert des risques et des avantages inhérents à la propriété et l'exécution des obligations de rendement du Groupe ont lieu en même temps. Par conséquent, le Groupe ne prévoit pas que l'adoption de cette nouvelle norme aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés sauf pour l'impact qu'elle aura sur l'annexe aux états financiers consolidés.

Le Groupe prévoit d'adopter la nouvelle norme à la date d'entrée en vigueur en utilisant une approche rétrospective modifiée sans aucun expédient pratique et remaniera le cas échéant ses informations comparatives en conséquence.

- IFRS 16 « Contrats de location » :

La norme IFRS 16, applicable au 1^{er} janvier 2019, annule et remplace la norme IAS 17 ainsi que les interprétations correspondantes (IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27).

Cette nouvelle norme exige la comptabilisation, par le preneur, de la plupart des contrats de location dans l'état de la situation financière selon un modèle unique, faisant disparaître la distinction actuelle entre contrats de location-financement et contrats de location simple.

Toutefois, le traitement comptable appliqué par le bailleur demeure essentiellement le même et la distinction entre contrats de location-financement et contrats de location simple reste inchangée.

Un examen préliminaire et une évaluation des contrats de location du Groupe indique que la plupart de ces prestations répondront aux définitions d'un bail selon IFRS 16.

La quantification réelle de l'impact de l'application de l'IFRS 16 sur les comptes consolidés est en cours et dépendra de la conjoncture économique et la composition des baux du Groupe au 1er janvier 2019.

Etats financiers consolidés

- L'interprétation IFRIC 22 « Opérations en devises et paiements d'avance » :

La norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » précise le cours de change à utiliser pour enregistrer une transaction en monnaie étrangère lors de sa comptabilisation initiale dans la monnaie fonctionnelle de l'entité. Mais la norme ne traite pas de la question du cours de change à retenir lorsqu'un paiement anticipé a été effectué. Selon cette interprétation, en cas d'avances multiples, le cours de change doit être déterminé pour chaque transaction de paiement ou encaissement.

Cette interprétation est applicable au 1^{er} janvier 2018 et n'a pas encore été adoptée par l'Union Européenne.

- L'interprétation IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » :

L'interprétation clarifie l'application des dispositions d'IAS 12 « Impôts sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat. Cette interprétation est applicable au 1^{er} janvier 2019 et n'a pas encore été adoptée par l'Union Européenne.

Il n'y a pas d'autre nouvelle norme, mise à jour ou interprétation publiée qui n'est pas encore d'application obligatoire dont l'impact pourrait être significatif pour le Groupe.

1.3. Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont présentés en euro. Ils sont préparés sur base du coût historique à l'exception notamment des actifs suivants :

- la production agricole (IAS 2, IAS 41), les instruments dérivés ainsi que les titres disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur ;
- les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (IFRS 3) sont évaluées initialement à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les principes et les règles comptables sont appliqués de manière cohérente et permanente dans le Groupe. Les états financiers consolidés sont préparés pour l'exercice comptable se terminant au 31 décembre 2017 et sont présentés avant affectation du résultat de la maison mère proposée à l'Assemblée Générale des actionnaires.

1.4. Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère Socfinasia S.A. ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère (« filiales ») et ceux des entreprises où Socfinasia S.A. exerce une influence notable (« entreprises associées »), dont l'ensemble constitue le « Groupe ».

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2017 clôturent leurs comptes au 31 décembre.

a) Filiales

Conformément à la norme IFRS 10, un investisseur détient le contrôle si trois conditions sont remplies :

- 1) il détient le pouvoir sur l'entité ;
- 2) il a droit ou est exposé aux rendements variables ;
- 3) il a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur les rendements.

Actuellement le Groupe détient la majorité des droits de vote dans les entités.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement, depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour aligner les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés lors de la consolidation.

b) Participations dans des entreprises associées

Une entreprise associée est une entreprise sur laquelle Socfinasia S.A. exerce une influence notable de par sa participation aux décisions financières et opérationnelles de cette entreprise, mais dont elle n'a pas le contrôle. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement par le biais de ses filiales, entre 20% et 50% des droits de vote. Les entreprises associées sont intégrées par la méthode de mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans l'entreprise associée est initialement comptabilisée au coût dans l'état de la situation financière, puis est ajustée par la suite pour comptabiliser la quote-part

Etats financiers consolidés

du Groupe dans le résultat net et les autres éléments du résultat étendu de l'entreprise associée.

Les participations dans des entreprises associées sont incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence à partir de la date de commencement de l'influence notable jusqu'à la date où cette influence cesse. La valeur comptable de l'écart d'acquisition positif qui résulte de l'acquisition d'entreprises associées est incluse dans la valeur comptable de la participation. Un test de dépréciation est effectué si un indice objectif de perte de valeur est identifié. Les dépréciations sont constatées, le cas échéant, en résultat sous la rubrique « Part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence ».

La liste des filiales et entreprises associées du Groupe est présentée à la note 2.

1.5. Changements de méthodes comptables, erreurs et changements d'estimations

Un changement de méthode comptable n'est appliqué que s'il répond aux dispositions d'une norme ou interprétation ou permet une information plus fiable et plus pertinente. Les changements de méthodes comptables sont comptabilisés de manière rétrospective, sauf en cas de disposition transitoire spécifique à la norme ou interprétation. Une erreur, lorsqu'elle est découverte, est également ajustée de manière rétrospective.

Les incertitudes inhérentes à l'activité nécessitent de recourir à des estimations dans le cadre de la préparation des états financiers. Les estimations sont issues de jugements destinés à donner une appréciation raisonnable des dernières informations fiables disponibles. Une estimation est révisée pour refléter les changements de circonstances, les nouvelles informations disponibles et les effets liés à l'expérience.

1.6. Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition est la différence à la date d'acquisition entre la juste valeur, des éléments remis en échange pour prendre le contrôle, la valeur des intérêts minoritaires, la juste valeur, des prises de participation antérieures et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entreprise associée, le montant résiduel de l'écart d'acquisition attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

1.7. Ecart d'acquisition négatif

L'écart d'acquisition négatif représente l'excédent de la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée sur le coût d'acquisition à la date d'acquisition.

Dans la mesure où un écart d'acquisition négatif subsiste après examen et ré-estimation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée, il est directement comptabilisé en produit dans le compte de résultat.

1.8. Conversion des devises étrangères

Dans les états financiers de Socfinasia S.A. et de chaque filiale ou entreprise associée, les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées, lors de leur comptabilisation initiale, dans la devise de référence de la société concernée en appliquant le taux de change en vigueur à la date de transaction. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice. Les profits et pertes provenant de la réalisation ou de la conversion d'éléments monétaires libellés en devises étrangères sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice.

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, le Groupe a recours à des contrats de change à terme. Ces instruments financiers ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture. Ils sont classés en autres instruments (voir note 1.17).

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés dont la comptabilité est tenue dans une autre devise que l'euro, sont convertis en euro au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les revenus et les charges sont convertis en euro au cours de change moyen de l'année. Les éventuelles différences de change sont classées en capitaux propres au poste « Ecart de conversion ». En cas de cession, les écarts de conversion relatifs à la société concernée sont comptabilisés au compte de résultat de l'exercice durant lequel la cession a eu lieu.

Etats financiers consolidés

Les écarts d'acquisition et les ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et convertis au taux de clôture.

Les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des comptes annuels consolidés :

	Taux de clôture		Taux moyen	
1 euro est égal à :	2017	2016	2017	2016
Riel cambodgien	4.842	4.255	4.589	4.471
Roupie indonésienne	16.247	14.162	15.200	14.695
Dollar américain	1,1993	1,0541	1,1347	1,1026

1.9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont reprises à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité de l'immobilisation en question. Les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet de réévaluation. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Brevets	3 à 5 ans
Autres immobilisations incorporelles	3 à 5 ans
Concessions	Durée de la concession

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

1.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours sont comptabilisées au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité pour chaque composant significatif de l'immobilisation en question. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif

est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Constructions	20 à 50 ans
Installations techniques	3 à 20 ans
Mobilier, matériel roulant et autres	3 à 10 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

1.11. Actifs biologiques

Le Groupe possède des actifs biologiques producteurs en Afrique et en Asie. Ces actifs biologiques producteurs, principalement constitués de plantations de palmiers à huile et d'hévéas, sont évalués selon les principes définis par IAS 16 « Immobilisations corporelles ».

La production agricole au moment de la récolte notamment pour les régimes de palme, l'huile de palme et le caoutchouc est évaluée selon les principes définis par IAS 41 « Agriculture ».

Actifs biologiques producteurs

Les actifs biologiques producteurs sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Etats financiers consolidés

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Actifs biologiques producteurs - Palmier	20 à 25 ans
Actifs biologiques producteurs - Hévéa	20 à 25 ans

La date de départ des amortissements est la date de transfert d'actifs biologiques en production (maturité). Ce transfert a lieu au cours de la troisième année après le planting des palmiers à huile en Asie et au cours de la septième année après le planting des hévéas. Pour chaque entité, la durée d'exploitation peut être adaptée en fonction des circonstances particulières.

Production agricole

La production agricole est évaluée au moment de la récolte à la juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Il n'existe pas de données observables pour la production agricole (les régimes de palme, le latex). La Banque Mondiale publie des prévisions de prix pour le caoutchouc sec (produit fini). Ces prévisions se basent sur le grade RSS3 (feuille fumée) qui n'est pas produit par le Groupe. Enfin, et a fortiori, il n'existe pas de données prospectives observables relatives à la production agricole du Groupe. Le prix d'un produit standard sur un marché mondial n'est pas suffisamment représentatif de la réalité économique dans laquelle les différentes entités du Groupe interviennent. Ce prix ne peut être retenu comme référence pour l'évaluation.

Par conséquent, chaque entité détermine la juste valeur de la production agricole en fonction des prix de marché réellement obtenus là où elle est intervenue au cours du dernier exercice.

Le Groupe n'évalue pas la production agricole sur pied (avant la récolte). En effet, par nature cette notion n'est pas applicable à l'hévéa dont la production agricole (latex) se trouve à l'intérieur même de l'arbre. Le Groupe estime, en outre, que la récolte sur pied des palmiers ne peut être évaluée de manière fiable, avec un degré suffisant de certitude sans engendrer des coûts disproportionnés par rapport à l'utilité de l'information ainsi recueillie.

La variation de la juste valeur est incluse dans le résultat de la période au cours de laquelle elle se produit.

1.12. Contrats de location

Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats sont classés en location simple.

Les actifs détenus en location financement sont comptabilisés en tant qu'actifs du Groupe au plus faible de la valeur actualisée des loyers minimaux et de leur juste valeur à la date de départ du contrat de location. La dette correspondante envers le bailleur est enregistrée dans l'état de la situation financière pour le même montant en tant qu'obligation issue des contrats de location financement. Les charges financières, qui représentent la différence entre les engagements totaux du contrat et la juste valeur du bien acquis, sont réparties sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice comptable.

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire pendant toute la durée du contrat en question.

1.13. Dépréciation d'actifs

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

En outre, à chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles et corporelles y inclus ses actifs biologiques producteurs afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte ou de la réduction de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente de l'actif et la valeur d'utilité.

La juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie.

Etats financiers consolidés

Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer le montant recouvrable d'un actif isolé, le Groupe détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée comme étant inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est ramenée à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont immédiatement comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

Lorsqu'une perte de valeur comptabilisée lors d'un exercice antérieur n'existe plus ou doit être diminuée, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable. Cependant, cette valeur comptable augmentée ne doit pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif (unité génératrice de trésorerie) au cours d'exercices antérieurs. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée immédiatement en produits dans le compte de résultat.

Une perte de valeur enregistrée sur un écart d'acquisition ne peut faire l'objet d'une reprise ultérieure.

1.14. Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût comprend les coûts directs de matières et le cas échéant, les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables. Lorsque l'identification spécifique n'est pas possible, le coût est déterminé sur base de la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (frais commerciaux essentiellement).

La dépréciation ou la perte sur stocks pour les ramener à la valeur nette de réalisation est comptabilisée en charges de l'exercice au cours duquel la dépréciation ou la perte s'est produite.

Comme expliqué à la note 1.11. Actifs biologiques, la production agricole est évaluée à sa juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

1.15. Créances commerciales

Les créances commerciales sont évaluées à leur valeur nominale diminuée des réductions de valeur adéquates couvrant les montants considérés comme non recouvrables. A la fin de l'exercice comptable, une estimation des créances commerciales douteuses est effectuée. Des provisions pour créances douteuses sont enregistrées durant l'exercice au cours duquel elles sont identifiées.

Suite aux amendements à IFRS 9, le Groupe prévoit d'appliquer l'approche simplifiée et de comptabiliser les pertes attendues sur la durée de vie de tous ses prêts et créances commerciales.

Toutes les créances commerciales du Groupe étant non échues au 31 décembre 2017, aucune augmentation de la provision pour dépréciation n'est attendue.

1.16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les liquidités, les dépôts à vue, les dépôts à court terme de moins de 3 mois, ainsi que les placements facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

1.17. Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidée lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture.

Le traitement comptable dépend de la qualification de l'instrument concerné :

- Instruments de couverture :

Le Groupe désigne certains instruments de couverture, notamment des dérivés au titre du risque de change et au titre du risque de taux d'intérêt, comme couvertures de flux de trésorerie. Les couvertures pour le risque de change lié aux engagements fermes sont comptabilisées comme couvertures de flux de trésorerie.

Etats financiers consolidés

Au moment de la création de la relation de couverture, l'entité prépare une documentation décrivant la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa stratégie pour effectuer diverses transactions de couverture. Par ailleurs, à la création de la couverture et régulièrement par la suite, le Groupe indique si l'instrument de couverture est hautement efficace pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert attribuable au risque couvert.

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie et qui remplissent les conditions nécessaires pour pouvoir être ainsi désignés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu et cumulée dans la réserve au titre de la couverture des flux de trésorerie. Le profit ou la perte lié à la partie inefficace est immédiatement comptabilisé en résultat net, dans les autres profits et pertes.

Les montants comptabilisés précédemment dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés dans les capitaux propres sont reclassés en résultat net dans les périodes où l'élément couvert influe sur le résultat net, au même poste que celui de l'élément couvert comptabilisé. Toutefois, si une transaction prévue couverte entraîne la comptabilisation d'un actif ou d'un passif non financier, les profits et pertes qui ont précédemment été comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés en capitaux propres sont sortis des capitaux propres pour être pris en compte dans l'évaluation initiale du coût de l'actif ou du passif non financier.

- *Autres instruments :*

Les changements de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils surviennent.

Pour les exercices sous revue, les deux types d'instruments financiers dérivés ont été utilisés par le Groupe.

Prêts et emprunts

Les prêts portant des intérêts sont enregistrés pour les montants donnés, nets des coûts directs d'émission. Les produits financiers sont ajoutés à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où ils ne sont pas reçus dans l'exercice au cours duquel

ils surviennent. Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts et découverts portant intérêts sont enregistrés pour les montants reçus, nets des coûts directs d'émission. Les charges financières sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'engagement et sont ajoutées à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où elles ne sont pas réglées dans l'exercice au cours duquel elles surviennent.

La valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur dans le cas d'instruments financiers tels que les emprunts et dettes auprès d'établissements financiers à court terme.

L'évaluation à la juste valeur des emprunts et des dettes auprès d'établissements financiers, autres qu'à court terme, dépend à la fois des spécificités des emprunts et des conditions actuelles de marché. La juste valeur a été calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêts réestimés prévalant à la date de clôture sur la durée résiduelle de remboursement des emprunts.

La majorité des emprunts et dettes à long terme auprès d'établissements financiers provient d'institutions situées en Europe, c'est pourquoi le Groupe s'est basé sur l'évolution du taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne ajusté du risque spécifique inhérent à chaque instrument financier, comme indice de référence raisonnable pour estimer la juste valeur de ces emprunts.

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont comptabilisés pour les montants reçus, nets des coûts directs engendrés par l'émission.

Titres disponibles à la vente

Cette rubrique comprend les actions détenues par le Groupe dans des sociétés dans lesquelles il n'exerce pas de contrôle ou d'influence notable ou dans des sociétés non consolidées.

Lors de leur comptabilisation initiale, ces actifs sont comptabilisés à leur juste valeur, c'est-à-dire généralement à leur coût d'acquisition.

Aux dates de clôture, ces titres sont évalués à leur juste valeur et les profits et pertes latents sont comptabilisés directement dans les autres éléments

Etats financiers consolidés

du résultat étendu. Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est la valeur boursière à la date de clôture (Niveau 1). Pour les titres non cotés, la juste valeur est déterminée sur base de l'actif net réévalué (Niveau 3).

A chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses titres afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant qu'ils ont pu perdre de la valeur. Si une moins-value latente significative et durable est constatée, le cumul des profits ou des pertes antérieurement comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu est reclassé en résultat net de la période.

Si, au cours d'une période ultérieure, le montant de la perte de valeur diminue et si cette diminution peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation, la perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise du résultat net dans la mesure où la valeur comptable du placement à la date de reprise de la dépréciation n'est pas supérieure au coût amorti qui aurait été obtenu si la dépréciation n'avait pas été comptabilisée.

Les critères de dépréciation retenus par le Groupe, pour les titres non cotés, sont une moins-value de 40% par rapport au coût d'acquisition et une moins-value constatée sur une période de plus de 1 an. Pour les titres cotés, une perte de valeur définitive est comptabilisée en résultat si le cours de Bourse à la clôture est inférieur de plus de 30% à son coût d'acquisition sur une période de plus de 1 an.

En cas de cession, les variations de juste valeur sur ces titres sont transférées en résultat.

Autres actifs et passifs financiers

Les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. La juste valeur des autres actifs et passifs financiers est estimée proche de la valeur comptable.

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale (coût historique) diminuée des réductions de valeur couvrant les montants considérés comme non recouvrables dès lors que le Groupe l'estime nécessaire. La constitution de la dépréciation d'actifs est comptabilisée dans le compte de résultat dans la rubrique « Autres charges/produits opérationnels ». Il n'y a pas de politique Groupe au niveau consolidé concernant les corrections de valeur. Le Conseil d'Administration de chaque filiale évalue les créances

de manière individuelle. Les corrections de valeur sont déterminées en tenant compte de la réalité économique locale de chaque pays. Elles sont revues lors de la réception de nouveaux événements et au minimum annuellement.

1.18. Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe a un plan formalisé et détaillé pour la restructuration qui a été notifié aux parties affectées.

1.19. Engagements de retraite

Plans à cotisations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse à des sociétés d'assurances externes, pour certaines catégories de travailleurs salariés, des cotisations dont les montants sont définis. Les versements effectués dans le cadre de ces régimes de retraite sont comptabilisés en compte de résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont dus.

Comme ces régimes ne génèrent pas d'engagement futur pour le Groupe, ils ne donnent pas lieu à la constitution de provisions.

Plans à prestations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent à certaines catégories de salariés, des ressources complémentaires en contrepartie des services qu'ils ont rendus durant l'exercice et les exercices antérieurs.

Cette garantie de ressources complémentaires constitue pour le Groupe une prestation future pour laquelle un engagement est calculé par des actuaires indépendants à la clôture de chaque exercice.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé.

Etats financiers consolidés

Les taux d'actualisation applicables pour actualiser les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi doivent être déterminés par référence aux taux de rendement du marché des obligations de sociétés de haute qualité adaptés au calendrier estimé de versement des prestations à la date de clôture.

Le Groupe considère qu'il n'existe pas de marché actif d'obligations de sociétés de haute qualité ou d'Etat correspondant aux échéances des avantages du personnel dans les pays concernés. En l'absence de données disponibles et fiables, le Groupe a décidé depuis la clôture au 31 décembre 2014 de calculer les taux d'actualisation en appliquant une approche économique qui reflète plus fidèlement la valeur de l'argent et le calendrier des versements des prestations.

Le coût des engagements correspondants est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées, avec un calcul des valeurs actualisées à la date de clôture conformément aux principes d'IAS 19.

La version révisée d'IAS 19 impose que toutes les variations du montant des engagements de pension à prestations définies soient comptabilisées dès qu'elles surviennent.

Les réévaluations des engagements de pension à prestations définies dont notamment les gains et pertes actuariels doivent être immédiatement comptabilisées en « Autres éléments du résultat étendu ».

Les coûts des services rendus pendant la période, les coûts des services passés (modification d'un régime) et les intérêts nets sont comptabilisés immédiatement en charge.

Le montant comptabilisé dans l'état de la situation financière correspond à la valeur actualisée des engagements de pension des régimes à prestations définies ajustée des gains et pertes actuariels et diminuée de la juste valeur des actifs du plan.

1.20. Comptabilisation des produits

Les ventes de biens sont comptabilisées lors de la livraison et du transfert du titre de propriété, c'est-à-dire lorsqu'il y a transfert à l'acheteur des risques et avantages liés à la propriété des biens.

Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les revenus sont réduits pour les retours clients estimés et autres allocations similaires.

Les produits provenant des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le Groupe a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens, lorsqu'il ne conserve plus le contrôle des biens vendus, lorsque le montant des revenus peut être évalué de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront au Groupe et les coûts encourus ou à engager en rapport avec cette transaction peuvent être évalués de façon fiable.

Le prix de vente est déterminé au prix du marché et dans quelques cas, le prix de vente est déterminé contractuellement à titre provisoire, sur la base d'une estimation fiable du prix de vente. Dans ce dernier cas, des ajustements de prix peuvent ensuite intervenir en fonction des mouvements entre le prix de référence et le prix final.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés au fur et à mesure, en fonction de l'encours du principal et du taux d'intérêt applicable.

Le produit des dividendes sur placements est comptabilisé lorsque les droits des actionnaires à percevoir le paiement sont établis.

1.21. Coûts d'emprunts

Les coûts d'emprunts qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié, c'est-à-dire qui demande une longue période de préparation, doivent être incorporés dans le coût d'un actif. Toutefois, il y a une exception pour les coûts d'emprunts qui sont liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié évalué à la juste valeur. Ces derniers sont comptabilisés au compte de résultat.

Les autres coûts d'emprunts sont enregistrés au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Etats financiers consolidés

1.22. Impôts

L'impôt courant est le montant des impôts exigibles ou récupérables sur le bénéfice ou la perte d'un exercice.

Les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé en utilisant les taux d'impôts dont l'application est prévue lors du renversement des différences temporelles, tels qu'adoptés à la date de clôture.

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles sauf si l'impôt différé est généré par un écart d'acquisition ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas acquis via un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et entreprises associées, sauf si la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée et s'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôts non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pourront être imputés.

L'impôt différé est comptabilisé dans le compte de résultat sauf s'il concerne des éléments qui ont été directement comptabilisés, soit dans les capitaux propres, soit dans les autres éléments du résultat étendu.

1.23. Actifs non-courants détenus pour la vente et les activités abandonnées

Ces actifs comprennent les unités génératrices de trésorerie qui ont été cédées ou qui sont détenues en vue d'être cédées.

Les actifs et passifs détenus pour la vente sont présentés séparément des autres actifs et passifs de l'état de la situation financière et sont évalués au plus faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur nette des frais de cessions.

Le résultat des activités abandonnées est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat.

1.24. Regroupements d'entreprises

La norme IFRS 3 revoit les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations d'intérêts dans les filiales après obtention du contrôle.

Cette norme permet, lors de chaque regroupement, d'opter pour la comptabilisation d'un écart d'acquisition positif complet (correspondant aux intérêts majoritaires et minoritaires) ou bien d'un écart d'acquisition positif partiel (basé sur le pourcentage d'intérêts acquis).

Le traitement comptable de cet écart est décrit aux points 1.6 et 1.7.

Les variations d'intérêts dans une filiale n'entraînant pas la perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions de capitaux propres.

1.25. Information sectorielle

IFRS 8 « Secteurs opérationnels » requiert que les secteurs opérationnels soient identifiés sur base du reporting interne analysé par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue d'évaluer les performances et de prendre des décisions en matière de ressources à affecter aux secteurs.

L'identification de ces secteurs opérationnels découle de l'information analysée par la Direction qui est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques et sur l'analyse des comptes sociaux individuels au coût historique.

1.26. Recours à des estimations

Pour l'établissement des états financiers consolidés selon les normes IFRS, la Direction du Groupe a dû retenir des hypothèses basées sur ses meilleures estimations qui affectent la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs, les informations relatives aux éléments d'actifs et de passifs éventuels, ainsi que la valeur comptable des produits et charges enregistrés durant la période. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou des conditions économiques différentes, les montants qui figureront

Etats financiers consolidés

dans les futurs états financiers consolidés du Groupe pourraient différer des estimations actuelles. Les méthodes comptables sensibles, au titre desquelles le Groupe a eu recours à des estimations, concernent principalement l'application des normes IAS 19, IAS 2/IAS 41, IAS 16 et IAS 36.

En l'absence de données observables au sens de la norme IFRS 13, le Groupe a recours à l'élaboration d'un modèle d'évaluation de la juste valeur de la production agricole basé sur les coûts et conditions de production locales.

Cette méthode est par nature plus volatile que l'évaluation au coût historique.

Etats financiers consolidés

Note 2. Filiales et entreprises associées

	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consolidation (*)	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consolidation (*)
	2017	2017	2017	2016	2016	2016
ASIE						
<i>Hévéa et palmier</i>						
PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO »	90,00	90,00	IG	90,00	90,00	IG
<i>Hévéa</i>						
SETHIKULA CO LTD	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SOCFIN-KCD CO LTD	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
VARANASI CO LTD	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
COVIPHAMA CO LTD	100,00	100,00	IG	90,00	90,00	IG
EUROPE						
<i>Autres activités</i>						
CENTRAGES S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
INDUSERVICES S.A.	35,00	35,00	MEE	35,00	35,00	MEE
INDUSERVICES FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
MANAGEMENT ASSOCIATES S.A.	20,00	20,00	MEE	20,00	20,00	MEE
PLANTATION NORD-SUMATRA LTD " PNS Ltd " S.A.	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SOCFIN RESEARCH S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFIN GREEN ENERGY S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINCO S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINCO FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINDE S.A.	79,92	79,92	IG	79,92	79,92	IG
SODIMEX S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SODIMEX FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOGESCOL FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
TERRASIA S.A.	47,81	47,81	MEE	47,81	47,81	MEE

(*) Méthode de consolidation : IG : Intégration Globale, MEE : Mise En Equivalence

Etats financiers consolidés

Liste des filiales et entreprises associées

- * CENTRAGES S.A. est une société de droit belge prestataire de services administratifs et comptables et propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- * COVIPHAMA CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.
- * IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A. est une société de droit belge propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- * INDUSERVICES S.A. est une société de droit luxembourgeois dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance.
- * INDUSERVICES FR S.A. est une société de droit suisse dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance. En outre, elle assure à l'ensemble des sociétés du Groupe l'accès à la plateforme informatique commune.
- * MANAGEMENT ASSOCIATES S.A. est une société de droit luxembourgeois active dans le transport.
- * PLANTATION NORD-SUMATRA LTD « PNS Ltd » S.A. est une société de participation financière établie à Luxembourg, détenant les participations dans PT Socfindo et dans Coviphama CO Ltd.
- * PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO » est une société de droit indonésien active dans la production d'huile de palme et de caoutchouc.
- * SETHIKULA CO LTD est une société de droit cambodgien attributaire d'une concession de terrains agricoles.
- * SOCFIN CONSULTANT SERVICES « SOCFINCO » S.A. est une société établie en Belgique prestataire de services d'assistance technique, agronomique et financière.
- * SOCFIN GREEN ENERGY S.A. est une société suisse d'étude de réalisation et de maintenance d'unités de production d'énergie.
- * SOCFIN RESEARCH S.A. est une société suisse de recherche et d'étude de projets agronomiques.
- * SOCFIN-KCD CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.
- * SOCFINCO FR S.A. est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles.
- * SOCFINDE S.A. est une société holding de financement de droit luxembourgeois.
- * SODIMEX S.A. est une entreprise belge active dans le domaine de l'achat et vente de matériel destiné aux plantations.
- * SODIMEX FR S.A. est une société de droit suisse active dans le domaine de l'achat et vente de matériel destiné aux plantations.
- * SOGESCOL FR S.A. est une société suisse active dans le commerce de produits tropicaux.
- * TERRASIA S.A. est une société de droit luxembourgeois propriétaire de bureaux.
- * VARANASI CO LTD est une société de droit cambodgien attributaire d'une concession de terrains agricoles.

Etats financiers consolidés

Note 3. Ecart d'acquisition

	2017	2016
	EUR	EUR
Juste valeur au 1er janvier	6.084.348	9.838.190
Réductions de valeur (note 23)	-6.084.348	-3.753.842
Juste valeur au 31 décembre	0	6.084.348

En août 2013, Socfinasia S.A. a acquis, à travers sa filiale PNS Ltd S.A., 90% de la société cambodgienne Coviphama Co Ltd.

L'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net de cette société a été comptabilisé en écarts d'acquisition au bilan pour 9,8 millions d'euros. Le test de perte de valeur de cet écart d'acquisition a montré que l'unité génératrice de

trésorerie testée est sujette à une perte de valeur de 11,2 millions d'euros au 31 Décembre 2017 (3,8 millions d'euros au 31 décembre 2016). Cette perte de valeur a été imputée sur la valeur résiduelle de l'écart d'acquisition à hauteur de 6 millions et sur les actifs biologiques à hauteur de 5,2 millions d'euros (note 22). Au 31 décembre 2017, la valeur résiduelle de l'écart d'acquisition sur Coviphama est nulle.

Etats financiers consolidés

Note 4. Immobilisations incorporelles

EUR	Concessions et brevets	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2016	61.703	0	1.291.057	1.352.760
Acquisitions de l'exercice	151	99.478	0	99.629
Sorties de l'exercice	0	-27.750	0	-27.750
Reclassements vers d'autres postes	0	1.319.562	-1.319.562	0
Ecart de conversion	2.239	52.339	28.505	83.083
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2016	64.093	1.443.629	0	1.507.722
Amortissements au 1er janvier 2016	-60.312	0	-944.900	-1.005.212
Amortissements de l'exercice	-729	-93.674	0	-94.403
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	27.750	0	27.750
Reclassements vers d'autres postes	0	-965.763	965.763	0
Ecart de conversion	-2.218	-38.810	-20.863	-61.892
Amortissements au 31 décembre 2016	-63.259	-1.070.497	0	-1.133.757
Valeur nette comptable au 31 décembre 2016	834	373.132	0	373.965
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2017	64.093	1.443.629	0	1.507.722
Acquisitions de l'exercice	295	237.707	0	238.002
Sorties de l'exercice	0	-7.721	0	-7.721
Ecart de conversion	-7.778	-200.055	0	-207.833
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2017	56.610	1.473.560	0	1.530.170
Amortissements au 1er janvier 2017	-63.259	-1.070.497	0	-1.133.756
Amortissements de l'exercice	-904	-188.081	0	-188.985
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	7.721	0	7.721
Ecart de conversion	7.708	148.981	0	156.688
Amortissements au 31 décembre 2017	-56.455	-1.101.876	0	-1.158.332
Valeur nette comptable au 31 décembre 2017	155	371.684	0	371.838

Etats financiers consolidés

Note 5. Immobilisations corporelles

EUR	Terrains et pépinières	Constructions	Installations techniques	Mobilier, matériel roulant et autres	Immo. corporelles en cours	Avances et acomptes	TOTAL
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2016	4.036.398	60.556.839	62.645.960	947.511	2.305.904	1.018.396	131.511.008
Acquisitions de l'exercice	482.191	1.321.803	3.135.611	50.099	739.794	0	5.729.498
Sorties de l'exercice	0	-423.650	-3.037.080	-145.301	0	0	-3.606.031
Reclassements vers d'autres postes	-491.513	2.274.103	0	2.580	-2.276.683	0	-491.513
Ecart de conversion	155.838	3.692.306	3.745.055	29.552	10.077	61.642	7.694.470
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2016	4.182.914	67.421.401	66.489.546	884.441	779.092	1.080.038	140.837.432
Amortissements au 1er janvier 2016	-22.056	-38.726.100	-46.879.717	-621.091	0	0	-86.248.964
Amortissements de l'exercice	0	-2.918.628	-3.975.288	-125.254	0	0	-7.019.170
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	292.740	2.785.770	145.301	0	0	3.223.811
Ecart de conversion	-797	-2.408.907	-2.864.917	-21.438	0	0	-5.296.059
Amortissements au 31 décembre 2016	-22.853	-43.760.895	-50.934.152	-622.482	0	0	-95.340.382
Valeur nette comptable au 31 décembre 2016	4.160.061	23.660.506	15.555.394	261.959	779.092	1.080.038	45.497.050
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2017	4.182.914	67.421.401	66.489.546	884.441	779.092	1.080.038	140.837.432
Acquisitions de l'exercice	566.710	1.024.274	3.636.580	189.173	5.856.794	0	11.273.531
Sorties de l'exercice	0	-69.728	-1.070.649	-47.644	0	0	-1.188.021
Reclassements vers d'autres postes	-453.237	857.513	0	4.821	-825.428	0	-416.331
Ecart de conversion	-517.729	-8.704.701	-8.679.925	-114.740	-356.558	-138.580	-18.512.233
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2017	3.778.658	60.528.759	60.375.552	916.051	5.453.900	941.458	131.994.378
Amortissements au 1er janvier 2017	-22.853	-43.760.895	-50.934.152	-622.482	0	0	-95.340.382
Amortissements de l'exercice	0	-2.602.170	-3.443.199	-109.292	0	0	-6.154.661
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	46.447	977.862	47.644	0	0	1.071.953
Ecart de conversion	2.767	5.760.067	6.684.779	78.601	0	0	12.526.214
Amortissements au 31 décembre 2017	-20.086	-40.556.551	-46.714.710	-605.529	0	0	-87.896.876
Valeur nette comptable au 31 décembre 2017	3.758.572	19.972.208	13.660.842	310.522	5.453.900	941.458	44.097.502

Etats financiers consolidés

Note 6. Actifs biologiques producteurs

EUR	Palmier		Hévéa		Total
	Mature	Immature	Mature	Immature	
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2016	46.242.588	8.386.557	21.815.913	54.328.848	130.773.906
Acquisitions de l'exercice	0	3.680.000	0	5.601.317	9.281.317
Sorties de l'exercice	-463.068	0	-293.120	0	-756.188
Reclassements vers d'autres postes	3.884.639	-3.598.114	5.723.432	-5.518.444	491.513
Ecart de conversion	2.927.720	510.708	1.477.524	2.151.274	7.067.226
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2016	52.591.880	8.979.151	28.723.749	56.562.995	146.857.774
Amortissements au 1er janvier 2016	-18.314.656	0	-5.604.847	0	-23.919.503
Amortissements de l'exercice	-2.428.268	0	-1.186.515	0	-3.614.783
Reprises d'amortissements de l'exercice	349.499	0	204.174	0	553.673
Ecart de conversion	-1.186.764	0	-376.340	0	-1.563.105
Amortissements au 31 décembre 2016	-21.580.190	0	-6.963.528	0	-28.543.718
Valeur nette comptable au 31 décembre 2016	31.011.690	8.979.151	21.760.221	56.562.995	118.314.057
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2017	52.591.880	8.979.151	28.723.749	56.562.995	146.857.774
Acquisitions de l'exercice	0	4.548.503	0	4.822.447	9.370.950
Sorties de l'exercice	-726.712	0	-269.675	-89.765	-1.086.152
Reclassements vers d'autres postes	4.274.355	-3.210.078	14.906.434	-15.554.380	416.331
Ecart de conversion	-6.976.723	-1.238.377	-4.422.473	-6.300.139	-18.937.712
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2017	49.162.799	9.079.199	38.938.035	39.441.158	136.621.191
Amortissements au 1er janvier 2017	-21.580.190	0	-6.963.528	0	-28.543.718
Amortissements de l'exercice	-2.541.453	0	-1.523.280	0	-4.064.733
Reprises d'amortissements de l'exercice	554.890	0	125.567	0	680.457
Ecart de conversion	2.896.992	0	976.140	0	3.873.132
Amortissements au 31 décembre 2017	-20.669.761	0	-7.385.101	0	-28.054.862
Réduction de valeur au 1er janvier 2017	0	0	0	0	0
Réduction de valeur	0	0	0	-5.179.512	-5.179.512
Ecart de conversion	0	0	0	270.029	270.029
Réduction de valeur au 31 décembre 2017	0	0	0	-4.909.483	-4.909.483
Valeur nette comptable au 31 décembre 2017	28.493.038	9.079.199	31.552.934	34.531.675	103.656.846

Etats financiers consolidés

Note 7. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives

Intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les activités du Groupe

Dénomination de la filiale	Etablissement principal	Pourcentage des titres de participations des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	
		2017	2016	2017	2016
<i>Production d'huile de palme et de caoutchouc</i>					
PT SOCFINDO	Indonésie	10%	10%	10%	10%

Dénomination de la filiale	Résultat net attribué aux participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale au cours de la période financière		Cumul des intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale	
	2017	2016	2017	2016
	EUR	EUR	EUR	EUR
PT SOCFINDO	4.758.128	3.905.180	5.871.901	7.624.636
Filiales qui détiennent des participations ne donnant pas le contrôle non significatives prises individuellement			906.093	1.759.271
Participations ne donnant pas le contrôle			6.777.994	9.383.907

Les informations financières résumées concernant les filiales dont les intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle sont significatives pour le Groupe compte non tenu des éliminations intragroupes

Dénomination de la filiale	Actifs courants	Actifs non-courants	Passifs courants	Passifs non-courants
	EUR	EUR	EUR	EUR
PT SOCFINDO				
2016	27.920.784	97.747.078	26.113.564	37.877.585
2017	26.791.127	87.504.547	29.756.777	35.423.048

Dénomination de la filiale	Produits des activités ordinaires	Résultat net de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
	EUR	EUR	EUR	EUR
PT SOCFINDO				
2016	143.207.837	40.478.353	40.478.353	4.356.659
2017	160.574.544	50.289.436	50.289.436	5.525.666

Etats financiers consolidés

Dénomination de la filiale	Entrées (sorties) nettes de trésorerie			Entrées (sorties) nettes de trésorerie
	Activités opérationnelles	Activités d'investissement	Activités de financement	
	EUR	EUR	EUR	
PT SOCFINDO				
2016	56.808.729	-9.576.861	-43.566.592	3.665.276
2017	72.548.756	-10.300.030	-55.256.658	6.992.067

La nature et l'évolution des risques associés aux intérêts détenus par le Groupe dans les filiales sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

Note 8. Participations dans des entreprises associées

	2017	2016
	EUR	EUR
Valeur au 1er janvier	23.298.940	25.030.813
Entrées de périmètre (note 2)	0	458.716
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	7.635.994	3.845.295
Dividendes	-6.006.344	-7.431.213
Part des tiers dans l'augmentation de capital	0	1.554.910
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente	252.812	-328.450
Autres mouvements	-759.521	168.869
Valeur au 31 décembre	24.421.881	23.298.940

	Part du Groupe dans le résultat de l'exercice		Part du Groupe dans le résultat de l'exercice	
	Valeur mise en équivalence	Valeur mise en équivalence	Valeur mise en équivalence	Valeur mise en équivalence
	2017	2017	2016	2016
	EUR	EUR	EUR	EUR
Centrages S.A.	3.312.503	103.468	3.209.034	-51.704
Immobilière de la Pépinière S.A.	2.166.048	-93.357	2.259.608	-198.585
Induservices S.A.	76.999	3.091	73.908	1.128
Induservices FR S.A.	-230.874	-257.858	26.984	-615.217
Management Associates S.A.	765	-96.829	97.595	-489.586
Socfin Green Energy S.A.	548.547	141.186	607.361	249.634
Socfin Research S.A.	2.190.353	-165.829	2.356.182	-176.375
Socfinco S.A.	1.218.652	423.872	1.094.780	308.303
Socfinco FR S.A.	5.836.508	2.872.012	5.862.922	2.789.847
Sodimex S.A.	562.537	14.857	922.680	141.352
Sodimex FR S.A.	1.134.191	393.440	740.751	119.327
Sogescol FR S.A.	7.377.953	4.289.019	5.828.358	1.763.360
Terrasias S.A.	227.699	8.922	218.777	3.811
TOTAL	24.421.881	7.635.994	23.298.940	3.845.295

Etats financiers consolidés

	Produits des activités ordinaires		Produits des activités ordinaires	
	Total de l'actif	Total de l'actif	Total de l'actif	Total de l'actif
	2017	2017	2016	2016
	EUR	EUR	EUR	EUR
Centrages S.A.	3.757.033	2.838.050	3.841.772	3.096.450
Immobilière de la Pépinière S.A.	5.293.425	399.435	5.930.142	374.690
Induservices S.A.	955.570	4.990.800	1.438.166	3.863.100
Induservices FR S.A.	3.964.934	1.403.877	3.437.744	899.367
Management Associates S.A.	12.882.671	3.550.147	14.414.795	3.750.945
Socfin Green Energy S.A.	3.743.217	328.427	6.581.817	291.622
Socfin Research S.A.	4.692.854	18.498	5.096.600	27.145
Socfinco S.A.	2.772.986	2.719.817	2.660.844	2.560.186
Socfinco FR S.A.	12.782.720	22.143.146	13.117.193	21.341.169
Sodimex S.A.	1.458.515	1.631.031	4.500.990	12.273.761
Sodimex FR S.A.	12.273.605	16.713.468	5.453.630	7.803.646
Sogescol FR S.A.	39.434.305	292.758.398	33.462.380	219.052.476
Terrasia S.A.	476.448	76.885	458.291	74.537
TOTAL	104.488.283	349.571.979	100.394.364	275.409.094

Données principales des entreprises associées significatives comptabilisées suivant la méthode de la mise en équivalence

Dénomination de l'entreprise associée	Etablissement principal	Principale activité	Dividendes reçus	Dividendes reçus
			2017	2016
			EUR	EUR
Socfinco FR S.A.	Suisse	Prestation de services	3.000.000	3.000.000
Sodimex S.A.	Belgique	Achat et vente de matériel	375.000	700.000
Sogescol FR S.A.	Suisse	Commerce de produits tropicaux	2.059.236	2.555.137

Etats financiers consolidés

Informations financières résumées des intérêts détenus dans les entreprises associées - Etat de la situation financière

Dénomination de l'entreprise associée	Actifs courants	Actifs non-courants	Passifs courants	Passifs non-courants
2016	EUR	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	1.384.129	13.030.665	1.127.854	10.600.000
Socfinco FR S.A.	11.914.590	1.202.603	1.123.410	0
Sodimex S.A.	4.469.345	31.645	2.671.168	0
Sogescol FR S.A.	32.625.103	837.277	20.544.139	0
TOTAL	50.393.167	15.102.190	25.466.571	10.600.000

2017	EUR	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	529.546	12.353.125	1.428.744	8.700.000
Socfinco FR S.A.	11.591.311	1.191.409	980.669	0
Sodimex S.A.	1.444.440	14.076	333.442	0
Sogescol FR S.A.	38.720.861	713.444	24.863.030	0
TOTAL	52.286.158	14.272.054	27.605.885	8.700.000

Informations financières résumées des intérêts détenus dans les entreprises associées - Compte de résultat

Dénomination de l'entreprise associée	Résultat des activités poursuivies	Résultat net de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice
2016	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	-112	-112	-112
Socfinco FR S.A.	5.557.910	5.557.910	5.557.910
Sodimex S.A.	303.557	303.557	303.557
Sogescol FR S.A.	4.294.094	4.294.094	4.294.094
TOTAL	10.155.449	10.155.449	10.155.449

2017	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	66.986	66.986	66.986
Socfinco FR S.A.	5.808.268	5.808.268	5.808.268
Sodimex S.A.	45.251	45.251	45.251
Sogescol FR S.A.	7.542.335	7.542.335	7.542.335
TOTAL	13.462.840	13.462.840	13.462.840

Etats financiers consolidés

Rapprochement entre les informations financières résumées ci-dessus et la valeur comptable des participations dans les états financiers consolidés

Dénomination de l'entreprise associée	Actif net de l'entreprise associée	Pourcentage de la participation du Groupe	Autres ajustements IFRS	Valeur comptable de la participation du Groupe
	EUR		EUR	EUR
2016				
Management Associates S.A.	2.686.940	20%	-385.895	151.493
Socfinco FR S.A.	11.993.783	50%	-133.970	5.862.922
Sodimex S.A.	1.829.822	50%	7.769	922.680
Sogescol FR S.A.	12.918.241	50%	-630.763	5.828.358
TOTAL	29.428.786		-1.142.858	12.765.453

2017	EUR		EUR	EUR
Management Associates S.A.	2.753.927	20%	-550.020	765
Socfinco FR S.A.	11.802.051	50%	-64.518	5.836.508
Sodimex S.A.	1.125.074	50%	0	562.537
Sogescol FR S.A.	14.571.275	50%	92.316	7.377.953
TOTAL	30.252.327		-522.222	13.777.763

Il n'y a pas d'écarts d'acquisition dans les entreprises associées présentées ci-dessus.

Informations présentées de façon globale pour les entreprises associées qui ne sont pas significatives prises individuellement

	2017	2016
	EUR	EUR
Quote-part du Groupe dans le résultat net lié aux activités poursuivies	556.935	-359.678
Quote-part du Groupe dans le résultat étendu total	556.935	-359.678
Valeur comptable totale des participations du Groupe dans ces entreprises associées	10.644.118	10.587.385

Le résultat après impôts lié aux activités abandonnées et les autres éléments du résultat étendu de l'exercice pour 2017 et 2016 sont nuls pour toutes les entreprises associées du Groupe.

La nature, l'étendue et les incidences financières des intérêts détenus par le Groupe dans les entreprises associées, y compris la nature des relations avec les autres investisseurs, sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

Etats financiers consolidés

Note 9. Titres disponibles à la vente

	2017	2016
	EUR	EUR
Juste valeur au 1er janvier	776.577	2.632.934
Variation de la juste valeur	-40.804	-147.252
Sorties de l'exercice	0	-1.250.389
Variation de périmètre	0	-458.716
Autres	-1	0
Juste valeur au 31 décembre	735.772	776.577

EUR	Evaluation au coût (historique)		Evaluation à la juste valeur	
	2017	2016	2017	2016
Titres disponibles à la vente	519.117	519.117	735.772	776.577

Note 10. Impôts différés

* Composants des actifs d'impôts différés

	2017	2016
	EUR	EUR
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	-1.849.811	-2.800.938
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-1.512.884	-1.345.799
IAS 19 : Engagements de retraites	8.855.762	9.469.396
IAS 39 : Juste valeur des instruments financiers	0	101.385
IAS 39 : Contrats de change à terme	0	-26.351
Situation au 31 décembre	5.493.067	5.397.693

Etats financiers consolidés

* Composants des passifs d'impôts différés

	2017	2016
	EUR	EUR
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	816	-210
IAS 16 : Immobilisations corporelles	52.679	1.177.134
IAS 39 : Titres disponibles à la vente	58.671	75.230
Autres	-34	-118
Situation au 31 décembre	112.132	1.252.036

* Actifs et passifs fiscaux éventuels

Socfinasia S.A. dispose de pertes fiscales récupérables de 10,1 millions d'euros et PNS Ltd S.A. de 7,7 millions d'euros. Ces latences fiscales n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Note 11. Stocks

* Valeur comptable des stocks par catégorie

	2017	2016
	EUR	EUR
Matières premières	238.849	95.970
Consommables	3.922.305	4.596.510
Produits en cours de fabrication	6.985.573	10.331.696
Produits finis	3.670.859	5.516.706
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	14.817.586	20.540.882
Réductions de valeur sur stocks	-108.912	-123.920
Total net au 31 décembre	14.708.674	20.416.962

Etats financiers consolidés

* Réconciliation des stocks

	2017	2016
	EUR	EUR
<i>Situation au 1er janvier</i>	20.540.882	20.127.837
Variation de stocks	-890.531	-993.267
Juste valeur de la production agricole	-2.428.108	243.675
Ecart de conversion	-2.404.657	1.162.637
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	14.817.586	20.540.882
Réductions de valeur sur stocks	-108.912	-123.920
Total net au 31 décembre	14.708.674	20.416.962

* Quantité des stocks par catégorie

2016	Matières premières	Produits en cours de fabrication	Produits finis
Palmiers (en tonnes)	0	0	4.774
Hévéa (en tonnes)	87	0	2.576
Autres (en unités)	0	15.718.150	17.716
2017			
Palmiers (en tonnes)	0	0	2.713
Hévéa (en tonnes)	136	0	2.035
Autres (en unités)	0	12.205.917	266.976

Etats financiers consolidés

Note 12. Créances commerciales (actifs courants)

	2017	2016
	EUR	EUR
Créances commerciales	1.782.788	2.624.373
Avances et acomptes versés	1.781.977	5.752.416
Total net au 31 décembre	3.564.765	8.376.789

Note 13. Autres créances (actifs courants)

	2017	2016
	EUR	EUR
Créances sociales	6.358	12.822
Autres créances (*)	95.033.262	78.283.283
Comptes de régularisation	3.768	2.815
Valeur au 31 décembre	95.043.388	78.298.920

(*) Les « Autres créances » sont essentiellement composées de créances liées au cash pooling chez Socfinde S.A. pour 94,5 millions d'euros (77,4 millions d'euros en 2016).

Etats financiers consolidés

Note 14. Actifs et passifs d'impôts exigibles

* Composants des actifs d'impôts exigibles

	2017	2016
	EUR	EUR
<i>Situation au 1er janvier</i>	533.611	437.859
Charge d'impôts	971	235.602
Impôts payés ou récupérés	485.678	-155.681
Ecart de conversion	-64.235	15.831
<i>Situation au 31 décembre</i>	956.025	533.611

* Composants des passifs d'impôts exigibles

	2017	2016
	EUR	EUR
<i>Situation au 1er janvier</i>	4.573.302	4.237.076
Charge d'impôts	26.494.317	25.132.437
Impôts payés ou récupérés	-22.416.314	-25.033.584
Régularisations d'impôts	-205.538	-803
Ecart de conversion	-552.079	238.176
<i>Situation au 31 décembre</i>	7.893.688	4.573.302

Etats financiers consolidés

Note 15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

* Réconciliation avec les valeurs de l'état de la situation financière

	2017	2016
	EUR	EUR
Comptes à vue	50.568.114	84.140.399
Total au 31 décembre	50.568.114	84.140.399

* Réconciliation avec le tableau des flux de trésorerie

	2017	2016
	EUR	EUR
Comptes à vue	50.568.114	84.140.399
Total au 31 décembre	50.568.114	84.140.399

Note 16. Capital

Le capital souscrit et entièrement libéré s'élève à 25 millions d'euros au 31 décembre 2017 ainsi qu'au 31 décembre 2016.

Au 31 décembre 2017, le capital est représenté par 20.050.000 actions.

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 455.740 actions (soit 2,27% du capital) doivent être annulées, les porteurs de ces actions ne s'étant pas enregistrés auprès du dépositaire. A ce jour, les démarches visant à modifier les statuts de la Société sont en cours.

	Actions ordinaires	
	2017	2016
Nombre d'actions au 1er janvier et au 31 décembre	20.050.000	20.050.000
Nombre d'actions émises entièrement libérées sans désignation de valeur nominale	20.050.000	20.050.000

Note 17. Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets de la société mère, après absorption des pertes reportées éventuelles, un prélèvement de 5%. Ce prélèvement affecté à la réserve légale cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social.

Etats financiers consolidés

Note 18. Engagements de retraites

Régime de pension à prestations définies et de maladies postérieures à l'emploi

Le Groupe accorde un plan de retraite à prestations définies au personnel de sa filiale en Indonésie. Cette dernière verse des indemnités qui sont payables en cas de retraite ou de démission volontaire. Les allocations versées sont exprimées en pourcentage du salaire et sont basées sur le nombre d'années de service.

Le plan est régi sur base du contrat de travail pour les employés et sur base de la convention collective pour les ouvriers. Il est conforme à la loi sur le travail en vigueur dans le pays.

Les prestations payables au personnel ne sont pas financées par un actif spécifique en contrepartie de la provision.

	2017	2016
	EUR	EUR
Actifs et passifs comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Valeur actualisée des obligations	35.423.048	37.877.585
Montant net comptabilisé dans l'état de la situation financière pour les régimes à prestations définies		
	35.423.048	37.877.585
Composantes de la charge nette		
Coûts des services rendus	2.496.520	2.180.452
Coûts financiers	2.115.423	2.907.651
Coûts des régimes à prestations définies	4.611.943	5.088.103
Mouvements sur les passifs/actifs nets comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Au 1^{er} janvier	37.877.585	32.959.135
Coûts selon le compte de résultat	4.611.943	5.088.103
Cotisations	-2.843.639	-2.759.186
Ecart actuariel de l'année reconnu dans les autres éléments du résultat étendu	802.959	488.567
Ecart de conversion	-5.025.800	2.100.966
Au 31 décembre	35.423.048	37.877.585

Les provisions ont été calculées sur base de rapports d'évaluations actuarielles établis en janvier 2018.

Etats financiers consolidés

Pertes et gains actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu

	2017	2016
	EUR	EUR
Ajustements des passifs liés à l'expérience	4.696.676	-599.713
Modifications des hypothèses financières liées aux passifs comptabilisés	-5.499.635	111.146
<i>Ecart actuariel reconnu durant l'exercice dans les autres éléments du résultat étendu</i>	-802.959	-488.567

Hypothèses actuarielles d'évaluation

	2017	2016
ASIE		
Taux d'actualisation moyen	6,80%	8,50%
Rendements à long terme attendus des actifs des régimes	N/A	N/A
Augmentations futures des salaires	7,00%	7,00%

Analyse de sensibilité de la valeur actualisée des obligations des régimes à prestations définies

Le tableau ci-dessous indique la valeur actualisée des obligations lorsque les principales hypothèses sont modifiées.

	2017	2016
	EUR	EUR
<i>Taux d'actualisation</i>		
Augmentation de 0,5%	33.240.302	36.489.679
Diminution de 0,5%	36.119.547	39.460.117
<i>Augmentations futures attendues des salaires</i>		
Augmentation de 0,5%	36.093.755	39.571.685
Diminution de 0,5%	33.242.035	36.373.779

Les analyses de sensibilité sont basées sur la même méthode actuarielle que celle utilisée pour déterminer la valeur des obligations des régimes à prestations définies

Incidence du régime de pension à prestations définies sur les flux de trésorerie futurs

	2018	2017
Cotisations estimées pour le prochain exercice (en euros)	3.233.994	2.902.365

	2017	2016
Durée moyenne pondérée des obligations des régimes à prestations définies (en années)	16,0	9,5

Etats financiers consolidés

Note 19. Autres dettes

	2017	2016
	EUR	EUR
Dettes sociales	434.847	328.188
Autres dettes (*)	45.142.785	80.007.753
Comptes de régularisation	18.150.572	18.014.580
Total au 31 décembre	63.728.204	98.350.521
Dont dettes courantes	63.728.204	98.350.521

(*) Les « Autres dettes » sont principalement composées de dettes liées au cash pooling chez Socfinde S.A. pour 33,3 millions d'euros (67,5 millions d'euros en 2016).

Note 20. Instruments financiers

2016	Prêts et emprunts	Titres disponibles à la vente (*)	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs						
Titres disponibles à la vente	0	776.577	0	776.577	0	0
Avances à long terme	707.463	0	115.560	823.023	707.463	115.560
Autres actifs non-courants	10.600.000	0	0	10.600.000	10.600.000	0
Créances commerciales	0	0	8.376.789	8.376.789	0	8.376.789
Autres créances	0	0	78.298.920	78.298.920	0	78.298.920
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	84.140.399	84.140.399	0	84.140.399
Total actifs	11.307.463	776.577	170.931.668	183.015.708	11.307.463	170.931.668
Passifs						
Dettes financières à moins d'un an	0	0	346.970	346.970	0	346.970
Dettes commerciales (courants)	0	0	2.791.117	2.791.117	0	2.791.117
Autres dettes (courants)	0	0	98.350.521	98.350.521	0	98.350.521
Total passifs	0	0	101.488.608	101.488.608	0	101.488.608

2016	Juste valeur			
EUR	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Titres disponibles à la vente	0	0	776.577	776.577

(*) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.

Etats financiers consolidés

2017	Prêts et emprunts	Titres disponibles à la vente (*)	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs						
Titres disponibles à la vente	0	735.772	0	735.772	0	0
Avances à long terme	2.071.686	0	66.103	2.137.789	2.071.686	66.103
Autres actifs non-courants	8.700.000	0	0	8.700.000	8.700.000	0
Créances commerciales	0	0	3.564.765	3.564.765	0	3.564.765
Autres créances	0	0	95.043.387	95.043.387	0	95.043.387
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	50.568.114	50.568.114	0	50.568.114
Total actifs	10.771.686	735.772	149.242.369	160.749.827	10.771.686	149.242.369
Passifs						
Dettes commerciales (courants)	0	0	3.398.812	3.398.812	0	3.398.812
Autres dettes (courants)	0	0	63.728.205	63.728.205	0	63.728.205
Total passifs	0	0	67.127.017	67.127.017	0	67.127.017
2017						
	Juste valeur					
EUR		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL	
Titres disponibles à la vente		0	0	735.772	735.772	

(*) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.

Etats financiers consolidés

Note 21. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice

<i>Effectifs moyens de l'exercice</i>	2017	2016
Directeurs	198	200
Employés	2.285	2.217
Ouvriers (y compris saisonniers)	8.550	8.815
TOTAL	11.033	11.232

	2017	2016
<i>Frais de personnel</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Rémunérations	36.961.793	35.615.443
Charges sociales et charges liées aux retraites	2.560.598	2.661.101
Total au 31 décembre	39.522.391	38.276.544

Note 22. Dotations aux amortissements et pertes de valeur

	2017	2016
	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
<i>Dotations aux amortissements</i>		
Sur immobilisations incorporelles (note 4)	188.985	94.403
Sur immobilisations corporelles hors actifs biologiques producteurs (note 5)	6.154.661	7.019.170
Sur actifs biologiques producteurs (note 6)	4.064.733	3.614.783
<i>Pertes de valeur</i>		
Sur actifs biologiques producteurs (note 6)	5.179.512	0
Total au 31 décembre	15.587.891	10.728.356

Note 23. Dépréciations d'actifs

Les tests de perte de valeur de l'écart d'acquisition sont effectués au moins une fois par an afin d'évaluer si la valeur comptable est toujours appropriée.

En outre, à chaque date de clôture le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles et corporelles ainsi que de ses actifs biologiques producteurs afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur.

Écart d'acquisition

La valeur recouvrable de l'écart d'acquisition est déterminée à partir du calcul de la valeur d'utilité en utilisant les informations les plus récentes du business plan de Coviphama Co Ltd approuvé par la Direction locale qui couvre une période allant jusqu'à 30 ans. Cette relative longue période du business plan s'explique par la spécificité de l'activité du Groupe qui est basée sur des rendements et des prédictions à très long terme. En effet, l'exploitation d'hévéas a une durée de vie économique relativement longue et prévisible.

Le taux d'actualisation avant impôts en 2017 se situe entre 10,40% et 12,40% (2016 : entre 11,90% et 13,90%). Ce taux reflète les taux d'intérêts du marché, la structure du capital de l'entreprise en prenant en compte son secteur opérationnel et le profil de risque spécifique de l'activité.

Le taux de croissance à long terme utilisé a été fixé entre 1,80% et 3,80% (2016 : 1,80% et 3,80%). Il est représentatif d'une moyenne de l'inflation observée au Cambodge depuis 5 ans et reflète la tendance d'évolution du coût de la vie à long terme.

Le calcul de la valeur d'utilité a été très sensible aux :

- flux de trésorerie issus des budgets préparés par la Direction locale sur une durée relativement longue (30 ans), respectant ainsi les spécificités de l'activité de plantation d'hévéas,
- changements liés au taux d'actualisation et
- hypothèses concernant le taux de croissance à long terme utilisé pour extrapoler les flux de trésorerie sur la période non couverte par le business plan.

Hypothèses retenues concernant le business plan

Les business plans sont mis à jour annuellement et fournissent une évaluation des développements attendus sur une relativement longue période de plusieurs dizaines d'années (environ 30 ans après l'année d'établissement du plan).

Les business plans reflètent les hypothèses ainsi que les projections les plus récentes des tendances du marché et du secteur économique dans lequel l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») évolue.

Ils prennent notamment en compte les facteurs suivants :

- les prévisions de développement des ventes en termes de prix et de quantité basées sur des hypothèses raisonnables et supportables sur le long terme et
- tout changement dans le cycle des dépenses d'investissements que ce soit des investissements agricoles (tels que les futurs besoins en terrain), ou encore des investissements industriels, ou tout changement dû à d'éventuelles pertes de valeur ou à des dommages physiques.

Sensibilité du taux d'actualisation

Le taux d'actualisation reflète les estimations du Groupe concernant les risques spécifiques à l'UGT. Le Groupe utilise un coût moyen pondéré du capital avant impôts comme taux d'actualisation pour l'entité.

Le taux reflète les taux d'intérêts du marché sur les obligations à vingt ans sur un marché de référence, ajusté ensuite par la structure du capital de l'entreprise, ainsi que d'autres facteurs très spécifiques à l'UGT tel que le risque lié au pays dans lequel l'entité est établie.

Sensibilité du taux de croissance à long terme servant de base à l'extrapolation des flux de trésorerie au-delà de la période couverte par le business plan

Le taux de croissance à long terme est déterminé à partir de l'expérience du Groupe concernant le potentiel commercial du secteur d'activité dans lequel il opère. Ce taux dépend également des prévisions de développement sur le marché.

Dans le cadre de la procédure standard de test de perte de valeur des actifs, le Groupe évalue l'impact que peut avoir le changement de taux d'actualisation

Etats financiers consolidés

et le changement de taux de croissance sur l'excès de valeur ou bien le déficit selon le cas de figure.

Les taux d'actualisation et les valeurs terminales sont simulés en faisant varier de 1% en dessous et au-dessus des valeurs de base.

De cette manière, une matrice d'évaluation de l'UGT est générée et révèle la sensibilité de la valeur d'utilité aux pertes de valeur potentielles.

Actifs biologiques producteurs

La valeur recouvrable des actifs biologiques producteurs est déterminée à partir du calcul de la valeur d'utilité en utilisant les informations les plus récentes approuvées par la Direction locale. Le Groupe a recours à la valeur actualisée des flux nets de trésorerie attendus, actualisés à un taux avant impôts. A la clôture, la projection financière s'étend jusqu'à la fin de l'exploitation théorique des actifs biologiques producteurs les plus jeunes. La durée d'exploitation dure entre 25 et 30 ans pour les deux cultures. Pour chaque entité, cette durée peut être adaptée en fonction des circonstances particulières.

Le taux d'actualisation avant impôts en 2015 se situe entre 11% et 14%. Le Groupe n'a pas calculé de taux d'actualisation pour la clôture 2016 et 2017. Ce taux reflète les taux d'intérêts du marché, la structure du capital de l'entreprise en prenant en compte son secteur opérationnel et le profil de risque spécifique de l'activité.

Le calcul de la valeur d'utilité a été très sensible aux :

- évolutions des marges réalisées par l'entité et
- changements liés aux taux d'actualisation calculés sur base de la même méthode que celle utilisée pour les écarts d'acquisition.

Evolution des marges réalisées

Dans un premier temps, le Groupe détermine séparément pour chaque catégorie d'actif biologique producteur au sein de chaque entité, la production attendue de cet actif sur sa durée de vie résiduelle. Cette production attendue est estimée sur base des surfaces plantées à la date de clôture ainsi que des rendements réellement constatés en cours d'exercice en fonction de la maturité de l'actif biologique producteur. La production est ensuite valorisée sur base d'une moyenne sur 5 ans des marges réalisées par l'entité en rapport à l'activité agricole. La valeur d'utilité de l'actif biologique producteur est alors

obtenue par l'actualisation de ces flux de trésorerie. La moyenne des marges est considérée comme constante sur la durée de la projection financière. En outre, il n'est pas tenu compte d'un facteur d'indexation.

Test de perte de valeur

Les tests de dépréciation de valeur doivent être réalisés en retenant le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation génère des flux de trésorerie indépendamment des autres actifs ou groupes d'actifs ; et pour lequel le Groupe capture les informations financières destinées au Conseil d'Administration.

L'identification des UGT dépend notamment :

- de la manière dont le Groupe gère les activités de l'entité,
- de la manière dont elle prend ses décisions en matière de poursuite ou de cession de ses activités et
- de l'existence d'un marché actif pour tout ou partie de la production.

D'après la norme IAS 36.130d, l'UGT est composée du secteur opérationnel de chaque entité. En effet, les décisions de gestion de l'activité ordinaire, telles que les ventes, les achats, le planting, le replanting et la gestion des ressources humaines sont prises directement au niveau de la société elle-même, de manière indépendante des autres sociétés du Groupe opérant dans le même pays et de la même segmentation opérationnelle telle que définie par IFRS 8.

Test de perte de valeur sur les écarts d'acquisition

Le 13 août 2013, Socfinasia S.A. a acquis, à travers sa filiale Plantation Nord-Sumatra Ltd S.A., 90% de la société cambodgienne Coviphama Co Ltd pour un montant de 13,3 millions d'euros.

Cette acquisition renforce les activités du Groupe au Cambodge.

Le coût de cette acquisition stratégique pour la pérennisation des opérations du Groupe dans ce pays a dégagé un écart d'acquisition de 9,8 millions d'euros.

L'UGT est composée du secteur opérationnel issu de l'acquisition de la société Coviphama Co Ltd.

Le test le plus récent a montré que l'UGT testée est sujette à une perte de valeur de 11,2 millions d'euros au 31 décembre 2017 (en 2016, 3,8 millions d'euros). Cette perte de valeur a été imputée sur la valeur

Etats financiers consolidés

résiduelle de l'écart d'acquisition à hauteur de 6 millions d'euros (note 3) et sur les actifs biologiques à hauteur de 5,2 millions d'euros (note 6).

Test de perte de valeur sur les actifs biologiques producteurs

La tendance à la baisse, significative et durable, des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1ère position sur SGX) et de l'huile de palme brute (CIF Rotterdam) a été considérée comme un indice observable qui indique que les actifs biologiques producteurs ont pu perdre de la valeur. Une baisse de ces cours à la date de clôture, supérieure à 15% par rapport à une moyenne de valeurs sur 5 ans constitue l'indice de perte de valeur fixé par le Groupe.

Sur base de ces critères, le tassement des cours observés durant l'exercice 2017 ne dépasse pas les 15% de la moyenne des cours des 5 dernières années. A la place des cours de clôture, le groupe envisage également une hypothèse de moyenne des cours sur les 6 mois précédant la clôture ainsi qu'une hypothèse d'une moyenne sur les 12 derniers mois pour éviter les variations saisonnières de l'offre des matières premières sur les cours.

Au 31 Décembre 2017, l'analyse de ces indices de perte de valeur, sur base de ces 2 dernières hypothèses, conduit à une conclusion identique.

Ainsi, au vu de l'absence d'indice, le Groupe n'a pas effectué de test de perte de valeur ni de test de reprise de perte de valeur pour l'exercice 2017.

Etats financiers consolidés

Note 24. Autres produits financiers

	2017	2016
	EUR	EUR
<i>Sur actifs/passifs courants</i>		
Intérêts provenant des créances et de la trésorerie	642.996	427.848
Gains de change	836.308	3.723.974
Autres	981.611	409.761
Total au 31 décembre	2.460.915	4.561.583

Note 25. Charges financières

	2017	2016
	EUR	EUR
<i>Sur actifs/passifs non-courants</i>	26.887	10.155
Intérêts et charges financières	26.887	10.155
<i>Sur actifs/passifs courants</i>	5.095.253	3.328.989
Pertes de change	4.901.595	2.407.454
Autres	193.658	921.535
Total au 31 décembre	5.122.140	3.339.144

Etats financiers consolidés

Note 26. Charge d'impôts

* Composants de la charge d'impôts

	2017	2016
	EUR	EUR
Charge d'impôts exigibles	17.653.396	14.609.188
Charge d'impôts différés	-1.772.530	-227.071
Charge d'impôts au 31 décembre	15.880.866	14.382.117

* Composants de la charge d'impôts différés

	2017	2016
	EUR	EUR
IAS 19 : Engagements de retraites	-884.152	-582.229
IAS 2/IAS 41 : Juste valeur de la production agricole	-631.446	24.391
IAS 39 : Contrats de change à terme	-26.351	26.351
IAS 39 : Titres disponibles à la vente	0	-26.069
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-309.560	330.409
Autres	78.979	76
Charge d'impôts différés au 31 décembre	-1.772.530	-227.071

Etats financiers consolidés

* Réconciliation de la charge d'impôts sur le bénéfice

	2017	2016
	EUR	EUR
Résultat avant impôts des activités poursuivies	37.399.154	39.363.743
Taux d'imposition normal de la société mère	27,08%	29,22%
Taux d'imposition normal des filiales	De 20% à 27,08%	De 20% à 29,22%
Impôts au taux normal d'imposition des filiales	9.316.917	10.012.059
Impôts non provisionnés	1.337.406	382.893
Mesures favorables à l'investissement	-455.246	-460.962
Régimes fiscaux particuliers dans les pays étrangers	197.080	347.928
Revenus non imposables	-244.522	-160.610
Dépenses non déductibles	3.430.290	3.281.464
Déficit reporté imputé	0	-19
Déficits à reporter	4.561.009	3.297.668
Autres avantages fiscaux	-2.032.543	-1.969.894
Ajustements divers	-229.525	-348.410
Charge d'impôts au 31 décembre	15.880.866	14.382.117

* Changement de taux d'imposition :

Suite à la réforme de 2017, le taux d'imposition des entités luxembourgeoises est passé de 29,22% à 27,08%.

Etats financiers consolidés

Note 27. Résultat net par action

Le résultat net par action non dilué (données de base) correspond au bénéfice net de la période attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Il n'y a pas d'actions ordinaires potentielles dilutives, le résultat net par action dilué est donc identique au résultat net par action non dilué.

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 455.740

actions (soit 2,27% du capital) doivent être annulées, les porteurs de ces actions ne s'étant pas enregistrés auprès du dépositaire. A ce jour, les démarches visant à modifier les statuts de la Société sont en cours.

Ces actions ne donnent plus droit aux dividendes ni aux avantages économiques depuis le 1er janvier 2016. Elles ne sont donc pas prises en compte pour la détermination du dénominateur.

	2017	2016
Résultat net (en euro)	24.750.531	24.882.256
Nombre moyen d'actions	19.594.260	19.594.260
Résultat net par action non dilué (en euro)	1,26	1,27

Note 28. Dividendes et tantièmes

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires du 30 mai 2018, le paiement d'un dividende total de 1 euro par action, identique à celui de l'exercice précédent. Il est rappelé qu'un acompte sur le dividende de l'exercice 2017 d'un montant de 0,50 euro par action a été versé en novembre 2017. Un solde de 0,50 euro pour un montant total

de 9,8 millions d'euros reste donc à payer. Ce solde tient compte de l'annulation de 455.740 titres conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur. Les tantièmes, quant à eux, devraient s'élever à 2,2 millions d'euros.

Note 29. Informations relatives aux parties liées

* Rémunérations allouées aux administrateurs

	2017	2016
	EUR	EUR
Avantages à court terme	7.832.438	5.537.204
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Paiement fondé sur les actions	0	0

Etats financiers consolidés

* Transactions relatives aux autres parties liées

Les transactions entre parties liées sont effectuées à des conditions de marché.

EUR	2017				2016			
	Société mère	Entreprises associées	Autres parties liées	TOTAL	Société mère	Entreprises associées	Autres parties liées	TOTAL
Actifs non-courants								
Avances à long terme	0	232.500	0	232.500	0	232.500	0	232.500
Autres actifs non-courants	0	8.700.000	0	8.700.000	0	10.600.000	0	10.600.000
Total	0	8.932.500	0	8.932.500	0	10.832.500	0	10.832.500
Actifs courants								
Créances commerciales	0	1.884.104	29.244	1.913.348	0	1.570.576	123.433	1.694.009
Autres créances (note 13)	0	2.483.303	92.017.414	94.500.717	0	321.011	75.694.532	76.015.543
Total	0	4.367.407	92.046.658	96.414.065	0	1.891.587	75.817.965	77.709.552
Passifs courants								
Dettes commerciales	0	396.898	0	396.898	0	275.640	1.725	277.365
Autres dettes (note 19)	12.205.692	16.540.983	5.208.599	33.955.274	47.234.619	17.090.605	9.340.283	73.665.507
Total	12.205.692	16.937.881	5.208.599	34.352.172	47.234.619	17.366.245	9.342.008	73.942.872
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES								
Prestations de services et livraisons de biens effectuées	0	22.388.654	542.217	22.930.871	0	15.162.699	996.199	16.158.898
Prestations de services et livraisons de biens reçues	0	7.460.465	0	7.460.465	0	6.938.169	0	6.938.169
Produits financiers	0	36.096	451.609	487.705	3.956	36.568	366.579	407.103
Charges financières	0	23.417	3.468	26.885	0	8.134	883	9.017

Aucune transaction significative n'a été enregistrée avec Socfin (la société mère ultime) à l'exception du paiement des dividendes par Socfinasia S.A. pour un montant de 11.324.179 euros en 2016 et en 2017.

Les transactions relatives aux autres parties liées sont réalisées avec les sociétés Socfinde S.A., société de droit luxembourgeois, faisant partie du Groupe Socfin.

Socfinde présente une créance de 92 millions d'euros envers Socfinaf. Cette créance porte un intérêt annuel au taux Euribor

1 mois +0,5%. Les intérêts sont stipulés payables mensuellement à terme échu. Le montant d'intérêts comptabilisés pour l'année 2017 est de 0,5 million d'euros. Au 31 décembre 2017, le solde restant dû est présenté à 92 millions d'euros.

Socfinde présente une dette de 5 millions d'euros envers Safa. Cette dette porte un intérêt annuel au taux Euribor 1 mois x 85% à 0%. Le montant d'intérêts comptabilisés pour l'année 2017 est nul. Au 31 décembre 2017, le solde restant dû est présenté à 5 millions d'euros.

Etats financiers consolidés

Note 30. Concessions de terrains agricoles

Le Groupe n'est pas propriétaire de tous les terrains sur lesquels sont plantés les actifs biologiques producteurs. En général, ces terrains font l'objet de concessions de très longue durée de la part de l'autorité publique locale. Ces concessions sont renouvelables.

Société	Date du bail initial ou de son renouvellement/extension	Durée du bail initial	Superficie concédée
SETHIKULA CO LTD	2010	99 ans	4.273
VARANASI CO LTD	2009	70 ans	2.386
COVIPHAMA CO LTD	2008	70 ans	5.345
PT SOCFINDO	1995/2015	25 à 30 ans	49.340

Note 31. Information sectorielle

Conformément à IFRS 8, l'information analysée par la Direction est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques. Par conséquent, les secteurs présentés sont les suivants : Indonésie, Cambodge et Europe.

Les produits du secteur opérationnel Indonésie proviennent des ventes d'huile de palme et de caoutchouc, ceux du secteur Cambodge proviennent exclusivement des ventes de caoutchouc, ceux du secteur Europe proviennent des prestations de services administratifs, d'assistance à la gestion des

plantations et la commercialisation des produits hors Groupe. Le résultat sectoriel du Groupe est le résultat opérationnel des activités.

Les chiffres présentés proviennent du reporting interne. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS et ne sont donc pas directement comparables aux montants repris dans l'état de la situation financière et au compte de résultat consolidés.

* Résultat sectoriel au 31 décembre 2016

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires intersecteurs	Résultat sectoriel
Europe	0	0	-7.124.911
Cambodge	293.126	0	-565.331
Indonésie	143.207.837	0	53.365.992
TOTAL	143.500.963	0	45.675.750
Juste valeur de la production agricole			243.675
Autres retraitements IFRS			366.425
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)			-7.723.400
Produits financiers			4.679.677
Charges financières			-3.878.384
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées			3.845.295
Impôts			-14.382.117
Résultat net de l'exercice			28.826.921

Etats financiers consolidés

* Résultat sectoriel au 31 décembre 2017

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires intersecteurs	Résultat sectoriel
Europe	0	0	-3 951 455
Cambodge	1.022.612	0	-763.324
Indonésie	160.548.269	0	66.810.540
TOTAL	161.570.881	0	62.095.761
Juste valeur de la production agricole			-2.524.726
Autres retraitements IFRS			602.219
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)			-19.821.103
Produits financiers			2.490.887
Charges financières			-5.443.884
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées			7.635.994
Impôts			-15.880.866
Résultat net de l'exercice			29.154.282

* Total des actifs sectoriels

	2017	2016
EUR	EUR	EUR
Europe	34.216.732	73.547.857
Cambodge	61.220.707	59.561.430
Indonésie	106.557.232	117.113.514
Total au 31 décembre	201.994.671	250.222.801
IFRS 3 : Juste valeur des actifs biologiques producteurs	263.395	5.885.670
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	7.403.322	11.202.703
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)	7.306.351	9.808.048
Total des actifs sectoriels consolidés	216.967.739	277.119.222

Les actifs sectoriels ne font pas partie du reporting interne, ils sont présentés pour répondre aux exigences de la norme IFRS 8. Ils incluent les immobilisations, les actifs biologiques producteurs, les créances commerciales, les stocks, la trésorerie et équivalents de trésorerie. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS.

Etats financiers consolidés

* Total des passifs sectoriels

	2017	2016
	EUR	EUR
Europe	116.335.920	111.555.973
Cambodge	617.696	691.012
Indonésie	22.308.881	21.953.271
Total au 31 décembre	139.262.497	134.200.256
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)	-73.546.994	-33.058.618
Total des passifs sectoriels consolidés	65.715.503	101.141.638

* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2016

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs biologiques producteurs	TOTAL
Cambodge	151	998.994	4.418.433	5.417.579
Indonésie	99.478	4.730.504	4.862.884	9.692.865
TOTAL	99.629	5.729.498	9.281.317	15.110.444

* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2017

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs biologiques producteurs	TOTAL
Cambodge	295	6.202.207	4.134.884	10.337.386
Indonésie	237.707	5.071.324	5.236.066	10.545.097
TOTAL	238 002	11 273 531	9 370 950	20 882 483

* Information par secteur d'activité

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes

	2017	2016
	EUR	EUR
Palmier	127.454.344	115.199.508
Hévéa	25.034.180	16.693.816
Autres produits agricoles	9.082.357	11.607.639
TOTAL	161.570.881	143.500.963

Etats financiers consolidés

* Information par zones géographiques

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes par origine et par implantation des clients

EUR					2016
<i>Implantation</i>					
<i>Origine</i>	<i>Europe</i>	<i>Afrique</i>	<i>Asie</i>	<i>TOTAL</i>	
<i>Asie</i>	15.162.699	981.174	127.357.090	143.500.963	

EUR					2017
<i>Implantation</i>					
<i>Origine</i>	<i>Europe</i>	<i>Afrique</i>	<i>Asie</i>	<i>TOTAL</i>	
<i>Asie</i>	22 362 380	579 778	138 628 723	161 570 881	

Note 32. Gestion des risques

Gestion du capital

Le Groupe gère son capital et procède à des ajustements en fonction de l'évolution des conditions économiques et des opportunités d'investissement. Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe pourrait émettre de nouvelles actions, rembourser une partie du capital ou ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires.

Risque financier

Le risque financier pour les sociétés du Groupe provient essentiellement de l'évolution du prix de vente des matières premières agricoles, de celle des devises étrangères et dans une moindre mesure de l'évolution des taux d'intérêts.

Risque potentiel :

Aucun des pays dans lesquels le Groupe opère n'a une économie hyperinflationniste ou ne souffre d'une menace immédiate de dévaluation du cours. Néanmoins, dans une minorité de pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, le système politique en place et la stabilité économique demeurent fragiles et pourraient entraîner la dévaluation monétaire ou une hyperinflation.

Gestion du risque et opportunités :

Le Groupe examine régulièrement ses sources de financement, ainsi que l'évolution des devises et ses décisions sont basées sur une variété de risques et d'opportunités en fonction de plusieurs facteurs, notamment les taux d'intérêts, la devise et les contreparties.

Risque de marché

** Risque de prix sur les marchés des matières premières*

Risque potentiel :

Le Groupe commercialise ses produits finis à des prix qui peuvent être influencés par les cours des matières premières (commodities) sur les marchés internationaux. Il fait donc face au risque de volatilité des prix de ces matières.

Gestion du risque et opportunités :

Face à ce risque, la principale politique des sociétés du Groupe a toujours été de contrôler ses coûts de production pour dégager des marges devant permettre la viabilité des structures en cas de baisse importante des prix de vente des matières premières et inversement de dégager des marges bénéficiaires importantes lors des retournements des marchés à la hausse.

Parallèlement à cette politique principale, il a également été mis en œuvre des politiques secondaires qui permettent d'améliorer les marges bénéficiaires ou de les consolider :

- production de produits agricoles de qualité supérieure et labellisés, notamment pour le caoutchouc et
- utilisation de l'expertise du Groupe, reconnue par le secteur, dans le domaine des transactions commerciales.

** Risque de devises étrangères*

Risque potentiel :

Le Groupe effectue des transactions en monnaies locales. De plus, les instruments financiers de couverture contre les fluctuations des taux de change peuvent ne pas être disponibles pour certaines devises. Cela crée une exposition aux fluctuations des taux qui peuvent avoir un impact sur le résultat financier libellé en euro.

Gestion du risque et opportunités :

En dehors des instruments courants de couverture de change à terme de devises pour les transactions opérationnelles qui restent relativement limités, la principale politique du Groupe est, compte tenu des investissements importants réalisés dans les plantations, de financer ses projets de développements en devises locales dans la mesure du possible, du moins en ce qui concerne les emprunts hors Groupe.

** Risque de taux d'intérêts*

Risque potentiel :

Pour le Groupe, ce risque comprend d'une part, le risque de variation des flux de trésorerie afférent aux emprunts à court terme, donc souvent à taux variable

Etats financiers consolidés

et d'autre part le niveau relativement élevé des taux d'intérêts de base sur les marchés en développement lorsqu'il s'agit d'emprunter en devises locales.

Gestion du risque et opportunités :

Le premier risque est mis sous contrôle par une politique active de surveillance de l'évolution des marchés financiers locaux et parfois de consolidation de dettes à court terme vers le long terme, s'il y a lieu. Le second risque quant à lui est pris en compte par une politique systématique de mise en compétition des banques locales et internationales avec les bailleurs de fonds internationaux pouvant offrir de réelles opportunités d'investissement et de développement à des taux attractifs.

Risque de crédit

Risque potentiel :

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations contractuelles.

Gestion du risque et opportunités :

Pour gérer ce risque, le Groupe s'assure du paiement au comptant des ventes locales ou de la garantie de la recouvrabilité des créances par l'obtention de lettres de change avalisées. Les ventes à l'exportation des plantations sont centralisées dans la structure commerciale du Groupe qui applique soit une politique de paiement au comptant soit une politique de crédit commercial dont les limites sont définies par son Conseil d'Administration.

Risque de liquidité

Risque potentiel :

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que le Groupe ne puisse pas satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. Ce risque est principalement localisé sur les plantations qui sont à la fois la source principale de la trésorerie et des besoins de financement.

Gestion du risque et opportunités :

Compte tenu de l'environnement économique et technologique spécifique de chaque plantation, le

Groupe gère ce risque de manière décentralisée. Toutefois, tant la trésorerie disponible que la mise en place des financements sont supervisées par la Direction du Groupe.

Risque lié aux marchés émergents

Risque potentiel :

L'instabilité politique actuelle ou future dans certains pays dans lesquels le Groupe opère peut affecter la capacité à faire des affaires, générer du chiffre d'affaires et impacter la rentabilité du Groupe.

Le système politique dans certains des marchés du Groupe reste relativement fragile et demeure potentiellement menacé par des conflits transfrontaliers ou des guerres entre groupes rivaux.

Gestion du risque et opportunités :

Les activités du Groupe contribuent à l'amélioration de la qualité de vie dans les pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, l'amélioration de la stabilité de ses marchés pourra conduire à une appréciation de la valeur des sociétés du Groupe implantées localement. La diversification de la répartition géographique des pays, des économies et des monnaies dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition au risque lié aux marchés émergents.

Le Groupe est conscient de la responsabilité environnementale et sociale qu'il a envers les populations locales et il met en place des initiatives en ce sens.

Risque d'expropriation

Risque potentiel :

Certains pays dans lesquels le Groupe est implanté ont des régimes politiques qui peuvent remettre en cause les intérêts commerciaux étrangers en limitant leurs activités et peuvent tenter d'imposer leur contrôle sur les actifs du Groupe.

Gestion du risque et opportunités :

La diversification de la répartition géographique des pays dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition à ce risque.

Etats financiers consolidés

Risque de crédibilité

Risque potentiel :

Le Groupe est exposé au risque de perte de confiance des marchés financiers par rapport à sa capacité à garder une santé financière solide considérant :

- son impact environnemental,
- sa responsabilité sociale et
- les risques économiques et géopolitiques auxquelles certaines entités du Groupe peuvent faire face.

Gestion du risque et opportunités :

Le Groupe a publié sa politique de gestion responsable en 2017. Celle-ci complète les engagements de développement durable du Groupe formalisés dès 2012.

Les initiatives du Groupe visant à prendre en compte ce risque sont détaillées dans les informations fournies dans le rapport annuel de développement durable disponible sur demande au siège du Groupe.

Sensibilité aux risques

* Risque de change

Les ventes locales de 136,0 millions d'euros en 2017 sont réalisées dans la monnaie locale. Les ventes export sont réalisées sur des marchés en dollar. Dans le cas où la monnaie de vente n'est pas la devise fonctionnelle de la société et que cette devise est ou est liée à une monnaie forte, la conversion est assurée au moment de la conclusion du contrat.

L'impact sur le résultat d'une variation du taux EUR/USD de 5% en plus ou en moins sur les instruments financiers en devises s'élève à 1,5 millions d'euros.

La trésorerie de Socfinasia S.A. fait apparaître une position de 32 millions de dollars au 31 décembre 2017. Celle-ci est destinée notamment à couvrir les investissements en dollar de l'exercice à venir.

PT Socfindo rapporte une position nette (créances et dettes) de 1,4 millions de dollars.

* Risque de taux d'intérêts

En dehors des éventuels découverts bancaires à court terme, il n'y a pas d'emprunt à taux variable.

* Risque de crédit

Les créances commerciales des clients globaux et des clients locaux s'élèvent respectivement à 1,9 millions d'euros et 1,7 millions d'euros. Les créances sur les clients globaux sont principalement des créances liées à la vente de caoutchouc. L'huile de palme brute est vendue localement à des acteurs locaux (large panel de clients). La commercialisation de l'huile de palme raffinée et du caoutchouc est confiée à Sogescol FR (société mise en équivalence). Celle-ci intervient soit sur les marchés physiques soit directement auprès de clients finaux.

Les créances commerciales échues sont non significatives.

	2017	2016
	EUR	EUR
Créances commerciales	3.564.765	8.388.053
Réductions de valeur	0	-11.264
Autres créances	95.043.388	78.298.920
Total net des créances	98.608.153	86.675.709
Montant non échu	98.608.153	86.675.709
Total net des créances	98.608.153	86.675.709

* Risque de liquidité

L'exposition du Groupe au risque de liquidité est mentionnée à la note 15.

Etats financiers consolidés

Note 33. Environnement politique et économique

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Asie du Sud-Est.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans certains de ces pays, ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux changements politiques et économiques.

Note 34. Evènements postérieurs à la date de clôture

Aucun évènement important concernant la structure du Groupe n'est à signaler.

Note 35. Honoraires du Réviseur d'entreprises agréé

	2017	2016
	EUR	EUR
Audit (TVAC)	93.070	96.580

Rapport de gestion social

présenté par le Conseil d'Administration
à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 30 mai 2018

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport annuel et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de notre Société au 31 décembre 2017.

Activités

La Société détient pour l'essentiel des participations dans des sociétés qui opèrent directement ou indirectement en Asie du Sud-Est dans les secteurs de production du caoutchouc et de l'huile de palme.

Résultat de l'exercice

Le compte de résultat de l'exercice, comparé à celui de l'exercice antérieur, se présente comme suit :

(millions d'euros)	2017	2016
PRODUITS		
Produits des immobilisations financières	47,9	39,8
Produits des éléments financiers de l'actif circulant	0,1	0,0
Total des produits	48,0	39,8
CHARGES		
Corrections de valeur et ajustement de juste valeur	0,0	0,0
Autres charges externes	3,3	3,3
Intérêts et autres charges financières	2,3	0,1
Impôts	0,1	0,3
Total des charges	5,7	3,7
BENEFICE DE L'EXERCICE	42,3	36,1

Au 31 décembre 2017, les produits des immobilisations financières s'élèvent donc à 47,9 millions d'euros contre 39,8 millions d'euros en 2016. La hausse constatée provient pour l'essentiel de l'augmentation des revenus en provenance d'Indonésie.

Après déduction des charges et des coûts de structure, le bénéfice de l'exercice s'établit à 42,3 millions d'euros.

Rapport de gestion social

Bilan

Au 31 décembre 2017, le total du bilan de Socfinasia S.A. avant distribution s'établit à 412,7 millions d'euros contre 396,1 millions d'euros au 31 décembre 2016.

L'actif de Socfinasia S.A. se compose notamment de 311,8 millions d'euros d'immobilisations financières, de 70,2 millions d'euros de créances et de 30,7 millions d'euros de disponibilités.

Les fonds propres, avant affectation du solde de dividendes, s'élèvent à 401,4 millions d'euros.

Portefeuille

Mouvements

Au cours de l'exercice, Socfinasia S.A. a enregistré une réduction de valeur de 49.803 euros sur sa participation Immobilière de la Pépinière.

Evaluation

Les plus-values latentes sur le portefeuille des participations sont estimées à 50,1 millions d'euros au 31 décembre 2017 contre 96,6 millions d'euros à la fin de l'exercice précédent.

Participations

Les principales participations ont évolué comme suit durant les derniers mois :

PT Socfindo (Indonésie)

Filiale à 89,98 % de PNS Limited S.A., elle-même détenue à 99,99% par Socfinasia S.A.

Le résultat en forte hausse découle des éléments suivants :

Surfaces (ha) au 31/12/2017	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
Hévéa	7.875	922	8.797
Palmier	35.559	3.635	39.194
Total	43.434	4.557	47.991

Chiffres-clés	Réalisé 2017	Réalisé 2016	Ecart (%)
Production (tonnes)			
Caoutchouc	13.573	13.272	2
Huile de palme	196.814	181.419	8
Chiffre d'affaires (000€)			
Caoutchouc	24.038	16.401	46
Palmier	127.453	115.200	10
Semences	9.084	11.607	-22
Total	160.575	143.208	12
Résultat (000€)	50.289	40.478	24

Socfin-KCD Co Ltd (Cambodge) - 100% et

Coviphama Co Ltd (Cambodge) - Filiale à 100% de PNS Ltd S.A., elle-même détenue à 99,99 % par Socfinasia S.A.

La surface totale (hévéas) s'élève à 7.197 hectares. L'entretien des jeunes cultures se poursuit. La construction de l'usine est en cours. Elle devrait être opérationnelle dès la fin du premier semestre 2018.

Rapport de gestion social

Affectation du résultat

Le bénéfice de l'exercice de EUR 42.316.320,38, augmenté du report bénéficiaire antérieur de EUR 179.737.441,25 forment un solde bénéficiaire de EUR 222.053.761,63 qu'il vous est proposé de répartir de la façon suivante :

Répartition bénéficiaire	EUR
Report à nouveau	200.282.361,63
du solde :	
10% au Conseil d'Administration	2.177.140,00
90% aux 19.594.260 actions	19.594.260,00
soit EUR 1,00 par action dont EUR 0,50 déjà versé fin 2017	222.053.761,63

Pour rappel, le dividende de l'exercice antérieur s'élevait à EUR 1,00.

Après cette répartition, l'ensemble des réserves s'élève à EUR 365.412.695,52 et se présente comme suit :

Réserves	EUR
Réserve légale	2.506.250,00
Réserve indisponible	125.993.370,46
Autres réserves	29.476.803,83
Autres réserves disponibles	7.153.909,60
Report à nouveau	200.282.361,63
	365.412.695,52

Si vous approuvez cette répartition, le coupon n° 74 de EUR 0,50 sera détachable le 11 juin 2018 et payable à partir du 13 juin 2018.

Actions propres

La Société n'a pas procédé au cours de l'exercice 2017 à des rachats d'actions propres.

Recherche et développement

Au cours de l'exercice 2017, Socfinasia S.A. n'a engagé aucun frais en matière de recherche et développement.

Instruments financiers

La trésorerie de Socfinasia S.A. fait apparaître une position de 27,0 millions de dollars au 31 décembre 2017. Celle-ci est notamment destinée à couvrir les investissements en dollar.

Les politiques de gestion des risques financiers sont décrites dans les annexes des comptes consolidés de la Société.

Succursale

La Société dispose d'un établissement stable à Fribourg (CH).

Mentions requises prévues à l'Art. 11(1) points a) à k) de la loi du 19 mai 2006 concernant les Offres Publiques d'Acquisition

- a) b)
et f) Le capital social souscrit de la Société est fixé à 25.062.500 euros représenté par 20.050.000 actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées. Chaque action donne droit à une voix sans limitation ni restriction. En vertu de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, applicable depuis le 18 février 2015, les actions physiques non déposées auprès de l'intermédiaire financier désigné par Socfinasia S.A. doivent être annulées. Au 18 février 2016, 455.740 titres n'ont pas été déposés et doivent être annulés. Ces titres n'accordent plus de droit de vote.
- c) Le 01/02/2017, Socfin a déclaré détenir une participation directe de 57,79% dans le capital de Socfinasia S.A.
- Le 10/03/2008, Bolloré Participations a déclaré détenir une participation directe et indirecte de 21,75% dans le capital de Socfinasia S.A., dont 16,75% via Bolloré et 5% via Compagnie du Cambodge.
- h) Art. 13. des statuts : « *La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins. Les Administrateurs sont nommés pour une période de six ans par l'Assemblée Générale des actionnaires. Ils sont rééligibles. Les Administrateurs sont renouvelés par voie de tirage au sort, de manière qu'un Administrateur au moins soit sortant chaque année* ».
- Art. 22. des statuts : « *En cas de vacance d'un ou de plusieurs sièges d'Administrateur, il pourra être procédé provisoirement à leur remplacement en observant les formalités prévues par la loi alors en vigueur* ».
- Art. 31. des statuts : « *Les présents statuts peuvent être modifiés par décision de l'Assemblée Générale spécialement convoquée à cet effet, dans les formes et conditions prescrites par les articles 67 et 70 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales* ».
- i) Les pouvoirs des membres du Conseil d'Administration sont définis aux Art. 17 et suivants des statuts de la Société. Ils prévoient notamment que : « *Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la Société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée Générale par les statuts ou par la loi est de la compétence du Conseil* ».
- En outre, les statuts prévoient à l'Art. 6 : « *En cas d'augmentation du capital, le Conseil d'Administration détermine les conditions d'émission des actions. Les actions nouvelles à libérer en numéraire, sont offertes par préférence aux anciens actionnaires, conformément à la loi. L'Assemblée Générale appelée à délibérer, aux conditions requises pour la modification des statuts, soit sur l'augmentation du capital, soit sur l'autorisation d'augmenter le capital conformément à l'article 32(1) de la loi sur les sociétés, peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel ou autoriser le Conseil à le faire de la manière et dans les conditions prévues par la loi* ».
- Les autres points de l'Art. 11(1) sont non applicables, à savoir :
- la détention de titre comprenant des droits de contrôle spéciaux ;
 - l'existence d'un système d'actionnariat du personnel ;
 - les accords entre actionnaires pouvant entraîner une restriction au transfert de titres ou aux droits de vote ;
 - les accords auxquels la Société est partie et qui prennent effet sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société suite à une OPA ;
 - les indemnités prévues en cas de démission ou de licenciement des membres du Conseil d'Administration ou du personnel suite à une OPA.

Rapport de gestion social

Politique de gestion responsable

Le 22 mars 2017, le Groupe a adopté sa nouvelle politique de gestion responsable. Celle-ci s'articule autour des 4 principes que sont le développement responsable, l'amélioration des pratiques de gestion, le respect des droits de l'Homme et la transparence.

Un plan d'implémentation de cette politique a été défini et mis en œuvre tout au long de l'exercice 2017.

Les efforts et actions entrepris par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« Rapport développement durable »).

La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

Valeur estimée de l'action (comptes sociaux)

La valeur estimée de Socfinasia S.A. au 31 décembre 2017 avant affectation du résultat de l'exercice, mais tenant toutefois compte du paiement de l'acompte sur dividende, s'élève à 451,5 millions d'euros, soit EUR 23,04 par action contre EUR 24,26 au terme de l'exercice précédent. Cette évaluation intègre les plus-values latentes du portefeuille.

Pour rappel, le cours de bourse de l'action au 31 décembre 2017 s'élève à EUR 20,00 contre EUR 21,11 un an plus tôt.

Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun évènement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.

Principaux risques et incertitudes

Il faut souligner que les investissements du Groupe en Asie du Sud-Est peuvent être soumis à des risques politico-économiques. Les dirigeants et les cadres sur place suivent l'évolution de la situation au jour le jour.

Perspectives

Le résultat de l'exercice 2018 dépendra dans une large mesure des distributions des dividendes des filiales ; ceux-ci ne sont pas encore fixés.

Dividendes prescrits

En vertu de l'Article 2277 du Code Civil, les dividendes non réclamés dans un délai de 5 ans à compter de la date de leur mise en paiement, sont prescrits. Dès lors, en 2017, la Société a annulé la provision relative aux coupons n° 61, 62 et 63.

Nominations statutaires

Monsieur Vincent Bolloré, administrateur sortant, est rééligible. Le Conseil proposera à la prochaine Assemblée Générale le renouvellement de ce mandat pour une durée de six ans, venant à expiration au cours de l'Assemblée Générale ordinaire de 2024.

Suite à la démission de Monsieur André Balot de son mandat d'administrateur, le Conseil proposera à la prochaine Assemblée Générale de nommer Monsieur Philippe Fabri pour une durée de six ans, venant à expiration au cours de l'Assemblée Générale ordinaire de 2024.

Le Conseil d'Administration

Aux actionnaires de
SOCFINASIA S.A.
4, Avenue Guillaume
L - 1650 Luxembourg

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de SOCFINASIA S.A. (la « Société ») comprenant le bilan au 31 décembre 2017 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des états financiers en vigueur au Luxembourg.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec le Règlement (UE) N° 537/2014, la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la loi du 23 juillet 2016) et les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces règlements, loi et normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes également indépendants de la Société conformément au code de déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont

suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 3 - « Immobilisations financières ». La société détient des participations dont les sociétés opérationnelles sont situées dans divers pays d'Asie du Sud-est et qui sont exposées aux risques de fluctuations politiques et économiques.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Evaluation des parts dans les entreprises liées

Risque identifié

Au 31 décembre 2017, la valeur nette des parts dans les entreprises liées s'élève à 293 millions d'euros et représentent 71% du total bilantaire.

Ces parts dans les entreprises liées sont comptabilisées au coût historique. Elles sont évaluées au plus bas de leur prix d'acquisition ou de la valeur estimée de réalisation par le Conseil d'Administration s'il considère que la perte de valeur sera durable.

Leur valeur estimée de réalisation est déterminée en fonction de la quote-part d'actif net statutaire ou consolidé (éventuellement ré-estimé) des entités concernées, sur leurs perspectives de rentabilité ainsi que sur l'utilité.

Rapport d'audit sur les états financiers sociaux

L'appréciation de la valeur estimée de réalisation de ces participations requiert l'exercice du jugement du Conseil d'Administration dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées. Ces éléments peuvent être historiques (quote-part d'actif net statutaire ou consolidé), et/ou prévisionnels (perspectives de rentabilité) ainsi que l'utilité pour la Société.

En raison du montant significatif des parts dans les entreprises liées ainsi que du jugement nécessaire à l'estimation de leur valeur par le Conseil d'Administration, nous avons considéré l'évaluation des parts dans les entreprises liées comme un point clé de notre audit.

Réponse d'audit apportée

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs des parts dans les entreprises liées, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à vérifier que l'estimation de ces valeurs déterminées par le Conseil d'Administration est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés et, selon les participations concernées, à :

- apprécier, sur la base des informations fournies par le Conseil d'Administration, les méthodes de valorisation utilisées par la Société ;
- pour les évaluations reposant sur des éléments historiques :
 - apprécier les hypothèses utilisées pour déterminer l'actif net comptable réévalué;
 - notamment à vérifier que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres sont fondés sur une documentation probante;
- pour les évaluations reposant sur les autres éléments que sur des éléments historiques :
 - réaliser une analyse sur l'évolution des données financières et non-financières des entreprises liées et de leur activité ;
 - examiner les hypothèses retenues au regard de l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes.

Nos travaux ont consisté également à :

- apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées aux participations ;

- vérifier le caractère approprié des informations présentées dans la note 3 « Immobilisations financières »

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations présentées dans le rapport annuel incluant les rapports de gestion et de la déclaration sur la gouvernance d'entreprise mais ne comprennent pas les états financiers et nos rapports de Réviseur d'Entreprises Agréé sur ces états financiers.

Nos opinions sur les états financiers ne s'étendent pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'Administration pour les états financiers

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des états financiers en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe

Rapport d'audit sur les états financiers sociaux

comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du Réviseur d'Entreprises Agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une

opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener la Société à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance d'entreprise une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance d'entreprise, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des

Rapport d'audit sur les états financiers sociaux

états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences négatives de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons été désignés en tant que Réviseur d'Entreprises Agréé par l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 28 mai 2014 et la durée totale de notre mission sans interruption, y compris les reconductions et les renouvellements précédents, est de 10 ans.

Le rapport de gestion est en concordance avec les états financiers et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Les informations requises par l'article 68bis paragraphe (1) lettres c) et d) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises incluses dans le rapport de gestion consolidé et présentées aux pages 35 à 36 et dans le rapport de gestion social et présentées à la page 100 sont en concordance avec les états financiers sociaux et ont été établies conformément aux exigences légales applicables.

Nous confirmons que notre opinion d'audit est conforme au contenu du rapport complémentaire destiné au Comité d'Audit ou l'organe équivalent.

Nous confirmons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits tels que visés par le Règlement (UE) N° 537/2014 et que nous sommes restés indépendants vis-à-vis de la Société au cours de l'audit.

Autre sujet

La déclaration sur la gouvernance d'entreprise comprend lorsqu'applicables, les informations requises par l'article 68ter paragraphe (1) points a), b), e), f) et g) de la loi modifiée du 19 décembre 2002

concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

Bertrange, le 21 mars 2018

C-CLERC S.A.
Cabinet de révision agréé

Mónika Tasi
Réviseur d'Entreprises Agréé

Etats financiers sociaux

1. Bilan au 31 décembre 2017

		2017	2016
A C T I F	<i>Note</i>	EUR	EUR
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations financières	3		
Parts dans des entreprises liées		293.247.290,73	293.297.094,09
Créances sur des entreprises liées		18.527.024,08	10.642.205,78
		311.774.314,81	303.939.299,87
ACTIF CIRCULANT			
Créances			
Créances sur des entreprises liées dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	4	70.177.483,64	23.497.980,69
Autres créances dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		7.236,82	7.236,82
		70.184.720,46	23.505.217,51
Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse		30.715.958,02	68.659.657,39
		100.900.678,48	92.164.874,90
COMPTES DE REGULARISATION		0,00	0,00
		412.674.993,29	396.104.174,77

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Etats financiers sociaux

		2017	2016
PASSIF	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
CAPITAUX PROPRES			
	5		
Capital souscrit		25.062.500,00	25.062.500,00
Réserves			
Réserve légale		2.506.250,00	2.506.250,00
Autres réserves, y compris la réserve de juste valeur			
Autres réserves indisponibles		125.993.370,46	125.993.370,46
Autres réserves disponibles		36.630.713,43	34.591.533,43
		165.130.333,89	163.091.153,89
Résultats reportés		179.737.441,25	165.429.494,26
Résultat de l'exercice		42.316.320,38	36.079.346,99
Acomptes sur dividendes		-10.885.700,00	-10.885.700,00
		401.360.895,52	378.776.795,14
DETTES			
	6		
Dettes envers des entreprises liées			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		2.096.324,82	5.949.435,44
Autres dettes			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		9.217.772,95	11.377.944,19
		11.314.097,77	17.327.379,63
		412.674.993,29	396.104.174,77

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Etats financiers sociaux

2. Compte de pertes et profits pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017

		2017	2016
	Note	EUR	EUR
Matières premières et consommables et autres charges externes			
b) autres charges externes		-2.668.711,54	-2.133.468,41
Autres charges d'exploitation		-588.546,37	-1.216.084,03
Produits provenant de participations			
a) provenant d'entreprises liées	7	47.892.293,47	39.822.516,43
Autres intérêts et autres produits financiers			
a) provenant d'entreprises liées		0,00	111,23
b) autres intérêts et produits financiers		85.638,31	6.010,96
Corrections de valeurs sur immobilisations financières et sur valeurs mobilières faisant partie de l'actif circulant			
		-49.803,36	0,00
Intérêts et autres charges financières			
b) autres intérêts et charges financières		-2.253.353,33	-133.226,05
Impôts sur le résultat		-15.101,80	-18.568,14
Résultat après impôts sur le résultat		42.402.415,38	36.327.291,99
Autres impôts ne figurant pas ci-dessus		-86.095,00	-247.945,00
Résultat de l'exercice		42.316.320,38	36.079.346,99

Proposition de répartition bénéficiaire

	2017	2016
	EUR	EUR
Report à nouveau	200.282.361,63	179.737.441,25
Du solde :		
10% au Conseil d'Administration	2.177.140,00	2.177.140,00
90% aux 19.594.260 actions	19.594.260,00	19.594.260,00
	222.053.761,63	201.508.841,25
Dividende par action	EUR 1,00	EUR 1,00

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

3. Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2017

Note 1. Généralités

SOCFINASIA S.A. « la Société » ci-après, a été constituée le 20 novembre 1972 sous forme d'une société anonyme et a adopté le statut de « soparfi » le 10 janvier 2011.

La durée de la Société est illimitée et son siège social est établi à Luxembourg. La Société est inscrite au

Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 10534.

L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre.

Note 2. Principes, règles et méthodes comptables

Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises.

Bien que la Société soit intégrée dans les comptes consolidés de la Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin », la Société prépare des comptes consolidés en raison de sa cotation en Bourse de Luxembourg. Les comptes consolidés peuvent être consultés sur le site internet www.socfin.com.

Conversion des devises

La Société tient sa comptabilité en euro (EUR) ; les comptes annuels sont exprimés dans cette devise.

Les transactions effectuées dans une devise autre que la devise du bilan sont converties dans la devise du bilan au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

A la date de clôture du bilan :

- le prix d'acquisition des titres de participation inclus dans les immobilisations financières ainsi que les créances y rattachées, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, restent convertis au cours de change historique ;

- les avoirs bancaires exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

- tous les autres postes de l'actif exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

- tous les postes de passif exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus haut de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les gains et pertes de change réalisés sont comptabilisés dans les comptes de pertes et profits. A la date de clôture, par application du principe de prudence, seuls les écarts de conversion négatifs sur les postes en devise sont portés au résultat.

S'il existe un lien économique entre deux transactions, les écarts de change non-réalisés sont comptabilisés à hauteur de la perte de change latente correspondante.

Etats financiers sociaux

Evaluation des immobilisations financières

Les participations et les titres ayant le caractère d'immobilisations sont évalués individuellement au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur valeur estimée par le Conseil d'Administration sans compensation entre les plus-values et les moins-values individuelles.

Le prix d'acquisition inclut le prix d'achat et les frais accessoires.

Pour déterminer la valeur estimée, le Conseil d'Administration se base sur la valeur boursière, sur les états financiers des sociétés à évaluer, ou sur d'autres informations et documents disponibles.

Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Elles font l'objet de corrections de valeur lorsque leur recouvrement est compromis. Les corrections de valeur ne sont pas maintenues si les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition, incluant les frais accessoires ou de leur valeur de marché. Une correction de valeur est enregistrée lorsque le prix du marché est inférieur au prix d'acquisition.

Dettes

Les dettes sont inscrites à leur valeur nominale.

Etats financiers sociaux

Note 3 - Immobilisations financières

	Parts dans des entreprises liées		Créances sur des entreprises liées		Total	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Prix d'acquisition/valeur nominale au début de l'exercice	294.576.661,97	293.021.776,88	10.642.205,78	8.269.976,71	305.218.867,75	301.291.753,59
Augmentations	0,00	1.554.910,45	7.884.818,30	2.372.229,07	7.884.818,30	3.927.139,52
Diminutions	0,00	-25,36	0,00	0,00	0,00	-25,36
Prix d'acquisition/valeur nominale à la fin de l'exercice	294.576.661,97	294.576.661,97	18.527.024,08	10.642.205,78	313.103.686,05	305.218.867,75
Corrections de valeur au début de l'exercice	-1.279.567,88	-1.279.567,88	0,00	0,00	-1.279.567,88	-1.279.567,88
Dotations	-49.803,36	0,00	0,00	0,00	-49.803,36	0,00
Corrections de valeur à la fin de l'exercice	-1.329.371,24	-1.279.567,88	0,00	0,00	-1.329.371,24	-1.279.567,88
Valeur nette comptable à la fin de l'exercice	293.247.290,73	293.297.094,09	18.527.024,08	10.642.205,78	311.774.314,81	303.939.299,87

La diminution de l'exercice est par :

- la réduction de valeur sur l'Immobilier de la Pépinière pour un montant de EUR 49.803.

Etats financiers sociaux

Informations sur les entreprises dans lesquelles la Société détient au moins 20% du capital

Dénomination	Pays	% détenu	Valeur nette comptable EUR	Exercice clôturé au	Devises des comptes annuels	Fonds propres en devises (y inclus résultat net)	Résultat net
Induservices S.A.	Luxembourg	35,00	35.000	31.12.2017	EUR	219.996	8.830
Management Associates S.A.	Luxembourg	20,00	400.000	31.12.2017	EUR	2.753.927	66.986
Plantation Nord-Sumatra Ltd S.A.	Luxembourg	99,99	244.783.196	31.12.2017	USD	300.495.198	49.851.963
Socfinde S.A. (*)	Luxembourg	79,92	1.072.391	31.12.2017	EUR	5.348.603	211.622
Terrasia S.A.	Luxembourg	47,81	118.518	31.12.2017	EUR	476.263	18.666
Induservices FR S.A.	Suisse	50,00	642.202	31.12.2017	EUR	783.756	-122.853
Socfinco FR S.A. (*)	Suisse	50,00	486.891	31.12.2017	EUR	11.802.051	5.808.268
Sogescol FR S.A. (*)	Suisse	50,00	1.985.019	31.12.2017	USD	17.475.329	8.558.211
Socfin Green Energy S.A.	Suisse	50,00	48.780	31.12.2017	EUR	1.097.093	282.373
Socfin Research S.A.	Suisse	50,00	2.828.922	31.12.2017	EUR	4.662.937	-327.530
Sodimex FR S.A. (*)	Suisse	50,00	621.424	31.12.2017	EUR	2.165.951	672.906
Centrages S.A.	Belgique	50,00	4.074.315	31.12.2017	EUR	3.206.566	328.610
Gaummes S.A.	Belgique	50,00	47.530	31.12.2017	EUR	113.346	-575
Immobilière de la Pépinière S.A.	Belgique	50,00	3.165.450	31.12.2017	EUR	4.298.912	-140.919
Socfinco S.A.	Belgique	50,00	750.365	31.12.2017	EUR	2.437.304	847.745
Sodimex S.A. (*)	Belgique	50,00	449.790	31.12.2017	EUR	1.125.074	54.971
Socfin-KCD Co Ltd (*)	Cambodge	100,00	31.685.450	31.12.2017	KHR	153.496.706.121	-3.284.175.967
			293.195.243				

(*) Sur base de données financières auditées.

Note 4. Créances sur des entreprises liées

Ce poste se compose principalement au 31 décembre 2017, d'une créance de EUR 61.227.484 correspondant à la position vis-à-vis du cash pooling, ainsi qu'une avance de trésorerie avec la filiale Socfinde de EUR 8.950.000 (respectivement au 31 décembre 2016 : EUR 14.232.081 et EUR 8.950.000).

Etats financiers sociaux

Note 5. Capitaux propres

	Capital souscrit EUR	Réserve légale EUR	Autres réserves EUR	Résultats reportés EUR	Résultat de l'exercice EUR	Acomptes sur dividendes EUR
Situation au 1er janvier 2016	25.062.500,00	2.506.250,00	165.402.211,89	151.932.928,24	35.521.154,91	-11.138.888,89
Affectation du résultat de l'exercice 2015 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 1 juin 2016						
• Résultats reportés				13.496.566,02	-13.496.566,02	
• Dividendes					-9.797.130,00	
• Tantièmes					-1.088.570,00	
• Acomptes sur dividendes 2015					-11.138.888,89	11.138.888,89
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 28 octobre 2016						-10.885.700,00
Annulation actions			-5.497.868,00			
Extourne coupons prescrits			680.560,00			
Résultat de l'exercice 2016					36.079.346,99	
Situation au 31 décembre 2016	25.062.500,00	2.506.250,00	160.584.903,89	165.429.494,26	36.079.346,99	-10.885.700,00
Affectation du résultat de l'exercice 2016 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 31 mai 2017 :						
• Résultats reportés				14.307.946,99	-14.307.946,99	
• Dividendes					-9.797.130,00	
• Tantièmes					-1.088.570,00	
• Acomptes sur dividendes 2016					-10.885.700,00	10.885.700,00
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 27 octobre 2017						-10.885.700,00
Extourne coupons prescrits			2.039.180,00			
Résultat de l'exercice 2017					42.316.320,38	
Situation au 31 décembre 2017	25.062.500,00	2.506.250,00	162.624.083,89	179.737.441,25	42.316.320,38	-10.885.700,00

Capital souscrit

Au 31 décembre 2017, le capital souscrit et entièrement libéré est de EUR 25.062.500 représenté par 20.050.000 actions. Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 455.740 actions doivent être annulées. A ce jour, les démarches visant à modifier les statuts sont en cours, toutefois l'impact de cette loi est reflété dans les comptes (Autres réserves).

Réserve légale

Le bénéfice annuel doit faire l'objet d'un prélèvement obligatoire de 5% à affecter à une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que la réserve atteint 10% du capital. La réserve légale ne peut pas être distribuée.

Autres réserves

Les autres réserves incluent une réserve indisponible de EUR 125.993.370 (2016 : EUR 125.993.370) relative au bénéfice dégagé lors de la constitution en 1997 de la société Plantation Nord-Sumatra Ltd S.A. Les autres réserves ont été augmentées au cours de cet exercice d'un montant de EUR 2.039.180 qui correspond à l'extourne de coupons et diminuées, lors de l'exercice précédent, d'un montant de EUR 5.497.868 pour l'annulation des 455.740 actions.

Etats financiers sociaux

Note 6. Dettes

Ce poste inclut principalement une dette vis-à-vis du cash pooling de EUR 1.713.651 (2016 : EUR 5.949.435), des coupons à payer pour un montant de EUR 3.489.255 (2016 : EUR 5.528.301) et un montant de EUR 5.497.868 concernant l'annulation des actions.

Note 7. Produits des immobilisations financières

	2017	2016
	EUR	EUR
Dividendes reçus	47.892.293,47	39.822.516,43

Note 8. Rémunération du Conseil d'Administration

Au cours de l'exercice 2017, les membres du Conseil d'Administration ont perçu EUR 13.125 de jetons de présence et EUR 2.747.140 de tantièmes et émoluments.

Note 9. Environnement politique et économique

La Société détient directement et indirectement des participations dans des sociétés qui opèrent en Indonésie et au Cambodge.

Etant donné l'instabilité politique qui existe dans ces pays et leur fragilité économique, les participations financières détenues directement et indirectement par la Société présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

Note 10. Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun évènement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.

